

Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et RévolutionnairE

1€
2€ soutien

Art & culture





S'il est essentiel pour les révolutionnaires de connaître l'œuvre de Trotsky, principalement ses écrits antistaliniens, ceux théorisant la révolution permanente et le Programme de transition, il est également intéressant de lire ses écrits sur l'art. En effet, Trotsky était un grand amateur de littérature et, tout au long de sa vie, il a écrit une multitude d'articles, de critiques, d'essais sur cette question et sur l'art en général. Pourquoi ? Parce qu'il pensait que l'art est une des plus hautes expressions d'une société, mais aussi des différentes tendances contradictoires qui la traversent, reflétant des intérêts opposés, des dynamiques sociales et historiques divergentes... Il est donc important, en tant qu'anticapitalistes et révolutionnaires, de nous intéresser à la question de l'art, à la fois pour mieux comprendre la société et pour encourager les artistes à lutter contre l'idéologie dominante capitaliste, dans le but de les gagner au programme communiste révolutionnaire. Penchons-nous alors sur l'analyse de l'art que Trotsky a proposée, à commencer par son livre Littérature et révolution. Nous nous attarderons ensuite

sur d'autres écrits d'après 1923 et sur le Manifeste rédigé par Trotsky et Breton en 1938. Nous montrerons ainsi comment l'analyse de Trotsky s'est modifiée au cours des années.

Littérature et révolution (1923) : analyse marxiste de l'art et refus de l'autoritarisme

Trotsky écrit ce livre en 1923 alors que la guerre civile en URSS, qui fait suite à la révolution socialiste de 1917, est presque terminée et que la reconstruction peut enfin commencer. Trotsky passe en revue et critique ouvertement tous les écrivains russes ayant continué ou commencé à écrire après 1917 alors que la révolution bouleverse tout le pays. Il est l'un des rares dirigeants bolcheviks, avec Lénine, qui prennent le plus au sérieux la situation et les œuvres des artistes russes de cette période. Il écrit notamment : « *Le développement de l'art est le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de toute époque.* »

Trotsky commence donc son livre en étudiant les écrivains qui n'ont pas « accepté » la

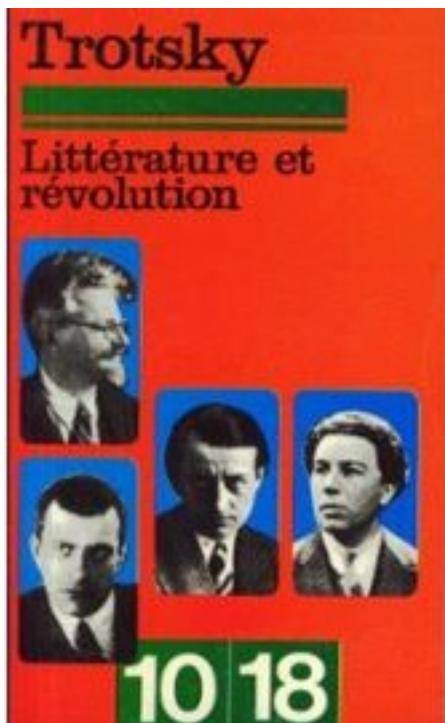
révolution, les « émigrés de l'intérieur », comme il les appelle. Même s'il admire l'expression artistique de certains, Trotsky n'hésite pas à les qualifier de « cadavres » — comme Bielyï, ou Rozanov pour les plus connus —, dans le sens où ils sont les représentants d'un passé mort et d'un régime, la Russie tsariste, éradiqué par le souffle révolutionnaire.

Plus généralement, il écrit, au sujet des « émigrés » : « *Qui se tient hors de la perspective d'Octobre se trouve complètement et désespérément réduit à néant, et c'est pourquoi les pédants et les poètes qui ne sont “pas d'accord avec ceci” ou que “cela ne les concerne point” sont des zéros.* » La critique est certes violente, elle n'en est pas moins fondée concernant certains auteurs russes qui écrivent à cette époque des poèmes contre-révolutionnaires, faisant l'apologie de la « vieille Russie » aristocratique, n'hésitant pas à attaquer le peuple révolutionnaire : « *Et bientôt vous serez poussés vers la vieille étable avec un gourdin, Ô peuple irrespectueux des choses simples...* », écrit Zinaïda Hippus. L'aversion de Trotsky pour ces écrivains est politique plus qu'esthétique : sa critique se place

toujours du point de vue du socialisme, il ne juge pas le style, la forme, ou l'esthétique du roman ou du poème, mais plutôt le sens du message qu'il donne aux masses. C'est pourquoi on peut déceler un côté normatif dans son analyse : pour lui, tel ou tel écrivain est soit contre Octobre soit avec Octobre.

Dans une deuxième partie, Trotsky parle des « compagnons de route » de la révolution. Entre l'art bourgeois qui agonise en répétitions ou en silences et l'art nouveau encore à venir, se crée un art de transition qui est plus ou moins organiquement rattaché à la révolution, mais qui n'est cependant pas l'art de la révolution. Trotsky explique que cet art de transition est porté par des écrivains assez jeunes, qui n'auraient pas pu exister en tant qu'écrivains sans cette révolution. Ils acceptent l'idée du renversement du pouvoir, mais ne sont pas toujours d'accord sur les perspectives du communisme. Ils placent notamment le paysan au-dessus de l'ouvrier et n'ont pas encore saisi le rôle que peut avoir l'art nouveau pour la société future, comme Pilniak ou Alexandre Blok (avec *Les douze*) pour les plus connus. Pour Trotsky, certains de ces compagnons de route sont encore trop attachés à l'élément national et à la campagne et ne voient la Révolution que comme une libération de ces éléments. Trotsky explique : « [Les] traits forts importants – clarté, réalisme, puissance physique de la pensée, logique impitoyable, lucidité et fermeté de ligne – qui viennent non du village mais de l'industrie, de la ville, comme le dernier terme de son développement spirituel – s'ils constituent les traits fondamentaux de la Révolution d'Octobre, sont pourtant complètement étrangers

aux compagnons de route. C'est pourquoi ils ne sont que des compagnons de route. Et il est de notre devoir de leur dire, dans l'intérêt de cette même clarté de ligne et de cette lucidité qui caractérise la Révolution. » Ici encore, on peut constater le côté normatif de Trotsky : ces auteurs ne sont ni en dehors d'Octobre, ni dedans, mais entre les deux, donc ils ne sont pas entièrement de « notre » côté. Cela peut s'expliquer politiquement par le fait qu'en 1923 l'URSS est exsangue, dévastée par neuf ans de guerre, la misère et la



désorganisation sévissent, le nouveau pouvoir reste fragile et les bolcheviks craignent de nouvelles attaques de la réaction, qui pourraient cette fois être fatales. Ils essaient donc de rassembler toutes les forces vives au service de la nouvelle société.

Enfin dans une dernière partie consacrée aux écrivains russes d'après 1917, Trotsky évoque le futurisme, un mouvement qui, à ses yeux, sera inévitablement une composante importante de l'art

nouveau. Le futurisme est un mouvement littéraire et artistique apparu au début du XXe siècle, qui rejette la tradition esthétique et exalte le monde moderne, en particulier la civilisation urbaine, les machines et la vitesse. Ce courant s'est lié, dès le début, aux mouvements sociaux et politiques, notamment en Italie. Son principal représentant en Russie est le poète Vladimir Maïakovski. Trotsky a l'espoir de voir le futurisme être l'un des mouvements artistiques présageant la culture socialiste. Il écrit notamment : « *Le futurisme est contre le mysticisme, la déification passive de la nature, la paresse aristocratique ainsi que contre toute autre sorte de paresse, contre la rêverie, et le ton pleurard ; il est pour la technique, l'organisation scientifique, la machine, la planification, la volonté, le courage, la vitesse, la précision, et il est pour l'homme nouveau, armé de toutes ces choses.* » On sait que le futurisme fut récupéré par le fascisme italien ; un camarade du parti écrit d'ailleurs dans une lettre adressée à Trotsky : « *Les principaux porte-parole du futurisme d'avant-guerre sont devenus des fascistes, à l'exception de Giovanni Papini, qui s'est fait catholique et a écrit une histoire du Christ.* » En effet, le fascisme prétendait exalter une certaine modernité industrielle et technique, fondée en réalité sur la surexploitation des travailleurs soumis à la dictature. Mais si Trotsky lui-même encourage le futurisme, c'est parce que ce mouvement artistique est le premier en Russie à rompre avec toute la tradition bourgeoise : le futurisme, écrit-il, « **n'a de sens que dans la mesure où les futuristes sont occupés à couper le cordon ombilical qui les relie aux pontifes de la tradition**



André Breton, Diego Rivera et Léon Trotsky

littéraire bourgeoise ». Malgré tout Trotsky considère, en 1923, que la force du futurisme est supérieure à celle de toutes les autres tendances artistiques. En effet, il s'est révolté contre l'esthétique fermée de l'intelligentsia bourgeoise, contre le vieux vocabulaire et la vieille syntaxe de la poésie, contre « *l'impressionnisme qui aspirait la vie à travers une paille, (...) contre le symbolisme devenu faux dans son vide céleste, (...) contre tous les (...) citrons pressés et os de poulet rongés du petit monde de l'intelligentsia libéralo-mystique* » écrit-il. Pourtant, Trotsky s'oppose frontalement aux futuristes qui voulaient s'autoproclamer « art officiel bolchevique » : quel que soit son enthousiasme à leur égard, il écrit très clairement : « *Que le futurisme apprenne à se tenir sur ses jambes, sans tenter de s'imposer par décret gouvernemental...* »

Dans la suite de son livre, Trotsky décrit sa propre vision de l'art et des artistes par rapport au marxisme, au parti communiste russe, à la révolution, à l'idéologie dominante d'une société, etc. Il oppose notamment l'école formaliste de l'art au point de vue marxiste. Il écrit : « *Une œuvre d'art doit, en premier lieu, être jugée selon ses propres lois, c'est-à-dire selon les lois de l'art. Mais seul le marxisme est*

capable d'expliquer pourquoi et comment, à telle période historique, est apparue telle tendance artistique, c'est-à-dire qui a exprimé le besoin de telles formes artistiques à l'exclusion des autres, et pourquoi. » En effet, la création artistique a toujours été totalement dépendante d'un contexte socio-historique donné. Le siècle des Lumières a vu émergé bon nombre d'artistes, de musiciens, d'écrivains, tous attirés par la perspective d'une nouvelle réorganisation sociale, intellectuelle et culturelle du monde occidental ; le jazz est né des méandres du blues, lui-même né des cendres de l'esclavagisme afro-américain ; le mouvement surréaliste s'est construit autour d'une idéologie antibourgeoise et antinationaliste, avec des artistes proches du Parti communiste des années 1920, etc. Et le marxisme, par son analyse des rapports de classes permet d'expliquer l'apparition socio-historique de ces formes artistiques.

Et pourtant, là encore, en ce qui concerne le rapport de l'art au Parti, Trotsky écrit : « *L'art n'est pas un domaine où le Parti est appelé à commander. Il protège, stimule, ne dirige qu'indirectement. Il accorde sa confiance aux groupes qui aspirent sincèrement à se rapprocher de la Révolution et encourage ainsi leur production artistique. Il ne peut pas se placer sur les positions d'un cercle littéraire. Il ne le peut pas, et il ne le doit pas.* »

Trotsky développe également l'idée selon laquelle, dans une période de transition comme celle de 1923, on ne peut pas créer de culture ou d'art prolétarien. Car selon lui, l'histoire a montré que la culture et l'art exprimés par une société étaient en fait l'expression d'une classe, d'une idéologie dominante, et qu'ils se formaient sur le temps long. Or le prolétariat est encore une classe à part entière tant que la dictature du prolétariat règne, donc durant toute la période de transition révolutionnaire. Trotsky écrit : « *L'édification culturelle sera sans précédent dans l'histoire quand la poigne de fer de la dictature ne sera plus nécessaire, n'aura plus un caractère de classe. D'où il faut conclure généralement que non seulement il n'y a pas de culture prolétarienne, mais qu'il n'y en aura pas ; et à vrai dire, il n'y a pas de raison de le regretter : le prolétariat a pris le pouvoir précisément pour en finir à jamais avec la culture de classe et pour ouvrir la voie à une culture humaine.* »

Dans le même temps, Trotsky rappelle que, si le Parti n'a pas la prétention de rejeter telle ou telle forme d'art au prétexte qu'elle ne parle pas de l'ouvrier ou de ses usines, « *par sa nature même, l'art nouveau ne pourra pas ne pas placer la lutte du prolétariat au centre de son attention* ». Ces deux idées peuvent paraître contradictoires, mais Trotsky a raison lorsqu'il affirme qu'une culture prolétarienne ne pourra exister à proprement parler dans un futur communiste, puisque les classes n'existeront plus, y compris le prolétariat comme tel... Trotsky semble donc demeurer volontairement vague, dans la mesure où il considère, à juste raison, que rien n'est prévisible quant à la situation de l'art dans

un avenir sans classes.

Malgré tout, dans le dernier chapitre consacré aux perspectives, Trotsky essaie de donner à ses lecteurs une indication sur ce que pourrait être l'art dans une société communiste... Il écrit que « *le mur qui sépare l'art de l'industrie sera abattu* ». Si l'on considère le lien originel et constant jusqu'à l'époque moderne entre l'art et l'artisanat, il faut sans doute comprendre par là que l'art sera désormais lié à l'industrie, qui aura cessé de rimer avec l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme. Trotsky va même plus loin en assurant que « *l'art nouveau sera réaliste* ». Mais il s'agit là d'un pronostic esthétique beaucoup plus aléatoire...

Les limites

On peut cerner deux problèmes principaux dans *Littérature et révolution*. Le premier est que, comme son nom l'indique, le livre n'est consacré finalement qu'à une partie de l'art, la littérature : c'est le domaine que Trotsky connaît le mieux. Mais il déduit certaines généralités sur l'art de cette seule analyse de la littérature. Or il est plus facile d'analyser ce domaine artistique d'un point de vue politique et social, car l'expression des idées est sans doute plus explicite dans des textes. Mais qu'en est-il de la peinture, de la musique ou de la danse ? Dans tous ces domaines (et particulièrement en musique), l'analyse pour savoir si tel ou tel artiste est un « compagnon de route » ou un « émigré » est bien plus difficile. À la première écoute d'une symphonie de Chostakovitch, on ne peut pas percevoir si elle a un sens révolutionnaire, réactionnaire, bourgeois, etc. Qui peut deviner, à la seule écoute de son œuvre, que

Tchaïkovsky était aristocrate, que Prokoviev était antistalinien ? Il semble donc qu'on ne puisse pas mettre tous les artistes dans des cases politiques prédéfinies d'après la seule analyse de leurs œuvres. En revanche, il est plus intéressant de définir l'indépendance d'un artiste par rapport à une idéologie dominante, sa liberté de création : c'est ce que Trotsky développera dans ses écrits futurs...

Le deuxième problème que nous voyons est que Trotsky, malgré ses appels à ce que le Parti ne condamne pas telle ou telle forme d'art, montre malgré tout une vision assez normative de l'art. Il crée lui-même des groupes auxquels chaque artiste est censé appartenir : tel ou tel écrivain est en gros soit « émigré », soit « compagnon de route », soit « futuriste ». De plus, en écrivant que ces artistes devront situer la lutte du prolétariat au cœur de leurs œuvres et même que l'« art nouveau » sera réaliste, Trotsky encadre indirectement l'art qu'il pense « nouveau » dans des normes prédéfinies.

En outre Trotsky écrit ce bouquin en 1923 et il est alors encore un dirigeant très reconnu, jouissant d'une grande autorité. Certes il dit que le parti ne doit pas donner des positions mais lui le fait, et en tant que dirigeant : « telle ou telle œuvre ne va pas dans le sens de l'histoire, n'est pas assez révolutionnaire ». Il accepte bien de jouer ce rôle de censeur dont il dit qu'il n'incombe pas au parti.

Mais dans les années suivantes, face à la bureaucratisation de l'État soviétique et le totalitarisme de Staline, face à la barbarie toujours plus perfide du système capitaliste et en combattant pour le redressement

révolutionnaire de l'Internationale communiste (Opposition de gauche), puis pour la IV^e Internationale, Trotsky change quelque peu de point de vue et développe d'autres analyses.

Différents écrits sur l'art entre 1924 et 1938 : la liberté des artistes contre le totalitarisme stalinien et la barbarie capitaliste

Jusqu'à la fin de sa vie, Trotsky n'a cessé de lire, de critiquer des livres, de répondre à des auteurs, de proposer des textes et d'analyser différents mouvements artistiques. Alors qu'il voit à l'est la bureaucratisation stalinienne détruire tout espoir de révolution mondiale socialiste et à l'ouest le fascisme se développer, Trotsky écrit, outre différentes critiques très intéressantes de livres de Malaquais, Céline, Malraux, London..., plusieurs textes dont l'axe est la défense et la promotion de la création artistique indépendante, contre la bureaucratie de l'art et le capitalisme.

Dès 1924, lors d'une intervention à une séance du Comité Central consacrée à la politique du parti dans le domaine de la littérature, Trotsky explique que la nouvelle classe dominante, le prolétariat, doit refaire pour elle-même toute l'histoire de la culture artistique. Mais elle ne peut pas partir de rien. Elle ne peut aller de l'avant sans considérer les points de repères les plus importants du passé. Comme Lénine avant lui, il argumente contre certains bolcheviks qui défendent l'idée d'une culture prolétarienne (« Proletkult ») en disant qu'il

faut se nourrir de l'œuvre des écrivains antérieurs, même bourgeois : « Pour l'instant, ni vous ni moi ne sommes prêts à reléguer Shakespeare, Byron et Pouchkine aux archives. Au contraire, nous allons recommander leur lecture aux ouvriers... » Or on peut noter que Trotsky n'a jamais développé cette idée dans *Littérature et révolution*, un an seulement auparavant... C'est qu'il comprend mieux à présent le risque de récupération de l'idée du Proletkult par la bureaucratie du parti et de l'État, qui se développe très vite. Cette récupération sera accomplie quelques années plus tard, avec l'enrégimentement autoritaire des artistes dans le prétendu « réalisme socialiste ».

En 1938, alors que les trotskystes sont littéralement pourchassés et persécutés par les staliens et que le capitalisme s'apprête à entrer en guerre, Trotsky, dans une lettre au journal *Partisan review*, met en avant pour la première fois une idée beaucoup plus générale et indépendante des « normes » de 1923 quant à la création artistique. Il écrit : « *De façon générale, l'homme exprime dans l'art son exigence de l'harmonie et de la plénitude de l'existence, c'est-à-dire du bien suprême dont le prive justement la société de classe.* C'est pourquoi la création artistique est toujours un acte de protestation contre la réalité, conscient ou inconscient, actif ou passif, optimiste ou pessimiste. » Cela ne l'empêche évidemment pas de continuer à lier étroitement son jugement esthétique et son jugement politique : il fait ainsi l'éloge du peintre mexicain Diégo Riveira, censuré en URSS et compagnon de route de la IV^e Internationale : « Voulez-vous

voir de vos propres yeux les ressorts secrets de la révolution sociale ? Regardez les fresques de Rivera ! Vous voulez savoir ce que c'est qu'un art révolutionnaire ? Regardez les fresques de Rivera ! »

Il rappelle également qu'en régime capitaliste, les marxistes doivent tout faire pour éléver le niveau culturel des masses, ce qui n'est évidemment pas le but de la bourgeoisie. Et, contre la bureaucratisation de l'art en URSS, Trotsky se déchaîne : il dénonce les falsifications et mensonges dont fait preuve l'appareil du Parti, comme ces milliers de livres, de films, de tableaux, de sculptures magnifiant des épisodes historiques à la gloire de Staline qui n'eurent jamais lieu. Par exemple, le « centre révolutionnaire » dirigé par Staline pour conduire la révolution d'Octobre, que l'on trouve dans tous les manuels scolaires et les œuvres « artistiques » du régime, n'ont en fait jamais existé ! Trotsky se montre également très déçu par certains artistes prometteurs de l'époque révolutionnaire (comme Alexis Tolstoï) qui se sont « rangés » derrière le régime stalinien. Il n'oublie pas non plus de dénoncer les pressions qu'ils subissent, allant jusqu'aux menaces de mort pour un artiste qui ne « plaît pas » au parti. « *L'art de l'époque stalinienne entrera dans l'histoire comme l'expression la plus patente du profond déclin de la révolution prolétarienne* », écrit Trotsky dans son article sur *La bureaucratie totalitaire et l'art* (1938).

Le Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant

Le *Manifeste pour un art*

révolutionnaire indépendant, qui devait paraître sous la double signature d'André Breton et de Diego Rivera, est en réalité le fruit d'un travail commun de Trotsky et d'André Breton. Trotsky avait renoncé à sa propre signature au dernier moment pour des raisons tactiques. Ce manifeste fut rédigé en 1938 à Mexico, dans un contexte alarmant pour le mouvement artistique, comme pour toute l'humanité, avec d'un côté la bureaucratie totalitaire en URSS empêchant toute forme d'art indépendante et de l'autre le capitalisme mondial dans sa marche à la guerre.

Dans ce Manifeste, les auteurs soutiennent que la création artistique indépendante est par elle-même une réelle opposition à la barbarie vers laquelle conduisent et la bureaucratie et le capitalisme : « *L'opposition artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine.* » Trotsky et Breton considèrent que, au vu de la situation mondiale, la tâche suprême de l'art est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Ils ajoutent : « *Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur.* » Une des particularités de ce Manifeste est l'appel lancé pour constituer une sorte de front unique artistique

entre marxistes et anarchistes. Trotsky prend appui en effet sur une analyse du jeune Marx concernant la liberté de la presse : la révolution doit dès le début établir un régime anarchiste de liberté individuelle : « *Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement !* » Et Trotsky et Breton de préciser dans leur Manifeste : « *Le but du présent appel est de trouver un terrain pour réunir les tenants révolutionnaires de l'art, pour servir la révolution par les méthodes de l'art et défendre la liberté de l'art elle-même contre les usurpateurs de la révolution. Nous sommes profondément convaincus que la rencontre sur ce terrain est possible pour les représentants de tendances esthétiques, philosophiques et politiques passablement divergentes. Les marxistes peuvent marcher ici la main dans la main avec les anarchistes, à condition que les uns et les autres rompent implacablement avec l'esprit policier réactionnaire, qu'il soit représenté par Joseph Staline ou par son vassal Garcia Oliver [dirigeant anarchiste traître de la révolution espagnole].*

Enfin, les auteurs proposent de lancer la FIARI (Fédération Internationale pour un Art Révolutionnaire Indépendant), pour permettre à tous les artistes impliqués dans une perspective révolutionnaire de se fédérer en une puissante organisation mondiale. Malheureusement, cette fédération ne publierà que deux numéros de sa revue, stoppée nette par le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale... Nous reproduisons ici la fin de la lettre que Trotsky a adressée à Breton après la création de la FIARI car c'est un exemple de lucidité,

d'enthousiasme et d'optimisme sur le rôle que peuvent avoir les artistes dans un monde rongé par la barbarie capitaliste et totalitaire :

« *Mon cher Breton,*

(...) Le combat pour les idées de la révolution en art doit reprendre, en commençant par le combat pour la vérité artistique, non pas comme l'entend telle ou telle école, mais dans le sens de la fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur. Sans cela, il n'y a pas d'art. « *Ne mens pas !* » c'est la formule du salut. La F.I.A.R.I. n'est pas, bien sûr, une école esthétique ou politique et ne peut le devenir. Mais la F.I.A.R.I. peut ozoniser l'atmosphère dans laquelle les artistes ont à respirer et à créer. En effet, à notre époque de convulsions et de réaction, de décadence culturelle et de barbarie morale, la création indépendante ne peut qu'être révolutionnaire dans son esprit, car elle ne peut que chercher une issue à l'insupportable étouffement social. Mais il faut que l'art en général, comme chaque artiste en particulier, cherche une issue par ses propres méthodes, sans attendre des ordres de l'extérieur, en refusant les ordres, et qu'il méprise tous ceux qui s'y soumettent. Faire naître cette conviction commune parmi les meilleurs artistes, voilà la tâche de la F.I.A.R.I. Je crois fermement que ce nom passera dans l'Histoire.

L. Trotsky

22 décembre 1938 »

Dans les textes de Trotsky d'après 1923 et notamment dans le Manifeste de 1938, l'analyse concernant l'art a donc évolué par rapport à celle de *Littérature et révolution*. Alors que, en 1923, Trotsky mettait les artistes dans

des « cases » en fonction de leur sympathie pour la révolution et veillait à ce que les plus enclins à fonder l'« art nouveau » fassent figurer la lutte du prolétariat dans leurs œuvres, en 1938 il se prononce pour la fidélité au « moi » de l'artiste, il insiste avant tout sur l'originalité et la personnalité. Les mensonges et falsifications du régime stalinien, la barbarie et la perfidie du capitalisme font que, si l'artiste est sincère, fidèle à son « moi » intérieur dans toute son œuvre, alors il développe déjà une résistance à l'ordre établi. Si les artistes marxistes et anarchistes ont évidemment raison de développer leurs idées et sentiments dans leurs propres œuvres, ils ont donc aussi une responsabilité cruciale dans la défense de la création artistique en général.

Cette évolution de Trotsky peut s'expliquer principalement par des raisons politiques. En 1923, la révolution est encore récente et toujours susceptible d'être attaquée par les impérialistes ; la promotion prioritaire d'un art révolutionnaire participe d'une exigence plus générale de défense et d'approfondissement de la révolution. Mais quand la bureaucratie totalitaire devint le principal ennemi de la révolution, en la dévorant de l'intérieur, quand le nazisme triompha en Allemagne notamment à cause de la politique stalinienne du Parti communiste et du Kremlin, quand la révolution fut trahie en France et en Espagne, quand la Deuxième Guerre mondiale se préparait, quand il fallut donc fonder une nouvelle Internationale communiste, révolutionnaire et anti-stalinienne, il fut également nécessaire de proposer une autre analyse de l'art et des artistes, tenant compte de cette nouvelle situation

historique.

Plus généralement, l'analyse proposée par Trotsky offre une base solide à tout révolutionnaire anticapitaliste désireux de s'intéresser à la question de l'art. C'est le cas notamment quand il soutient qu'il faut un accès général à la culture pour les masses, qu'il faut prendre connaissance et s'imprégner de toute la culture antérieure, que le marxisme permet d'expliquer la naissance de tel ou tel mouvement, que la création artistique doit, pour se développer pleinement, être totalement indépendante de l'idéologie dominante.

En particulier, pour la pensée à la fois révolutionnaire et artistique, le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, s'il est bien sûr à replacer dans son contexte, reste pertinent en ce début de XXI^e siècle face au paysage intellectuel et artistique dans lequel nous vivons. Quand aujourd'hui l'« artiste » mis en avant par le capitalisme n'est plus qu'un produit de consommation dont la valeur s'évalue au chiffre de vente et quand cet « artiste » a comme principale priorité la garantie de la préservation de son image, l'appel de ce Manifeste garde toute sa force envers l'avant-garde artistique nombreuse et créatrice, mais réduite à la précarité et à

l'isolement par l'écrasante machine capitaliste.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur la situation actuelle de l'art dans la société capitaliste et sur les perspectives à proposer pour le libérer du joug capitaliste. Dans ce domaine comme dans tous les autres, il devient urgent de s'unir et de lutter pour le renversement de cette société fondée sur les rapports de domination et d'exploitation. La formule finale du Manifeste de Trotsky et Breton est plus que jamais d'actualité : « L'indépendance de l'art pour la révolution, la révolution pour la libération définitive de l'art. »

Article du 30 août 2011, version originale publiée dans *Au CLAIR de la lutte* n° 9

Aurillac 2011 : L'art est une arme de construction massive

Le festival international de théâtre de rue d'Aurillac est l'une des plus importantes manifestation d'arts de rue au niveau européen avec plus de 100 000 spectateurs sur 5 jours. Depuis sa création en 1986 par Michel Crespin et grâce et avec les artistes de ce secteur du spectacle vivant, le nombre de compagnies inscrites dans le "in" et le "off" n'a cessé de croître. Cette année, en 2011 il s'élevait à plus de 520 compagnies de France et d'ailleurs.

L'art de rue, qu'il soit théâtre, musique, danse, peinture, etc. est un art qui aujourd'hui doit attirer l'attention des révolutionnaires. En effet c'est l'un des rares domaines artistiques encore relativement indépendant du marché capitaliste. Pas de censure, très peu de médiatisation, pas de production démesurée, pas de salaires

mirobolants (la grande majorité des artistes qui y participent sont intermittents du spectacle, c'est à dire précaires). De fait, par sa relative indépendance, l'art de rue est souvent engagé, révolté ; il hurle, il radicalise, et poing levé il gueule et crache sur la société de consommation, la mondialisation et le capitalisme.

En 1938, dans leur essai *Pour un art révolutionnaire indépendant*, Léon Trotsky et André Breton écrivaient déjà : « *L'opposition artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine* »¹

Les arts de rue nous montrent la voie de cette aspiration à un monde meilleur, et il est donc de notre devoir de nous y intéresser.

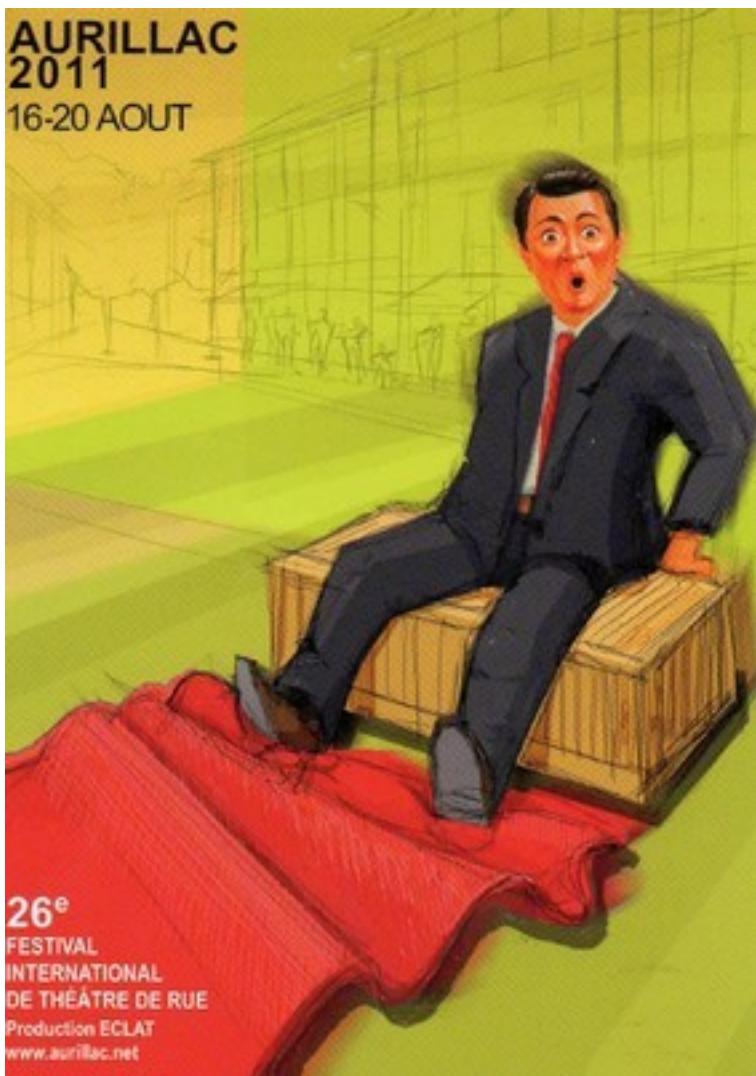
Rentré tout juste d'Aurillac, voici deux spectacles engagés qui ont retenu mon attention.

Marx le retour, pièce de théâtre écrite par Howard Zinn

Le premier spectacle est une pièce de théâtre, intitulée *Marx le retour* écrite par Howard Zinn en 2002 et rééditée l'année dernière juste après la mort de l'auteur : « *J'ai écrit cette pièce à une période où l'effondrement de l'Union soviétique générait une liesse presque universelle : non seulement l'« ennemi » était mort mais les idées du marxisme*

¹ Léon Trotsky et André Breton :

AURILLAC
2011
16-20 AOUT



26^e
FESTIVAL
INTERNATIONAL
DE THÉÂTRE DE RUE
Production ECLAT
www.aurillac.net

étaient discréditées. [...] Je voulais montrer Marx furieux que ses conceptions eussent été déformées jusqu'à s'identifier aux cruautés stalinien[n]es. Je pensais nécessaire de sauver Marx non seulement de ces pseudo-communistes qui avaient installé l'empire de la répression mais aussi de ces écrivains et politiciens de l'Ouest qui s'extasiaient désormais sur le triomphe du capitalisme. Je souhaite que cette pièce n'éclaire pas seulement Marx et son temps mais également notre époque et la place que nous y tenons. »²

La pièce, interprétée à Aurillac avec brio en un peu plus d'une

2 Howard Zinn, *Préface de l'auteur à la pièce de théâtre : Karl Marx le retour*

heure par Philippe Costes, tente donc de laver le nom de Marx au XXI^e siècle en montrant notamment que les rapports de production et les rapports entre les classes n'ont pas vraiment changé depuis le XIX^e siècle. On retrouve ainsi dans cette pièce théâtrale la théorie expliquée simplement mais clairement selon laquelle dans le système capitaliste il y a inévitablement accumulation de richesses à un pôle de plus en plus restreint et pauvreté de plus en étendue à l'autre pôle. L'auteur s'arrête également de façon très lucide sur l'amalgame que fait volontairement la bourgeoisie entre communisme et stalinisme. Extrait : « Ils prétendent que, du fait de l'effondrement de l'Union soviétique, le communisme est

mort. (Il secoue la tête). Ces imbéciles savent-ils seulement ce qu'est le communisme ? Pensent-ils qu'un système mené par une brute qui assassine ses compagnons de révolution est communiste ? Scheissköpfe ! (...) Et ce sont des journalistes et des politiciens qui racontent ce genre de salades ! Qu'est-ce qu'ils ont bien pu faire comme études ? Ont-ils jamais lu le Manifeste qu'Engels et moi avons écrit quand il avait vingt-huit ans et moi trente ? (Il prend un livre sur la table et lit) En lieu et place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, nous devons avoir une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous (...) Vous entendez ça ? Une association ! Comprendent-ils le but du communisme ? La liberté individuelle ! Que chacun puisse devenir un être humain plein de compassion. Pensez-vous que quelqu'un qui se prétend communiste ou socialiste mais se comporte comme un gangster comprenne quoi que ce soit au communisme ?»³

La pièce évoque également la correspondance Bakounine/Marx, la question juive, l'impérialisme, la théorie de la plus-value, la Commune de Paris : « La Commune fut écrasée par des chacals, mais elle fut la réalisation la plus importante de notre époque »⁴

L'auteur rappelle entre autres le rôle de la dictature du prolétariat : « Savez-vous ce qu'Engels et moi avons écrit sur les prisons ? Plutôt que de punir les individus

3 Howard Zinn, *Karl Marx le retour, pièce historique en un acte*, ed Agone, Paris, 2010

4 Idem

pour leurs crimes, on devrait éliminer les conditions sociales qui engendrent le crime, et fournir à chaque individu tout ce dont il a besoin pour développer sa propre vie (...) D'accord, nous avons parlé de « dictature du prolétariat ». Mais ni de dictature du parti, ni de dictature du comité central, encore moins de dictature d'un seul homme. Non, nous avons parlé d'une dictature provisoire de la classe ouvrière. Le peuple prendrait la tête de l'État et gouvernerait dans l'intérêt de tous "C jusqu'à ce que l'État lui-même devienne inutile et disparaîsse progressivement. »⁵

Le tout est enrobé d'un peu d'humour et d'anecdotes sur la vie de Marx, notamment sur ses rapports avec sa femme et ses filles. Le décor est simple (une table avec quelques livres et journaux posés dessus, une chaise) et la musique (ou plutôt le bruitage) n'intervient que très rarement pour souligner un peu grossièrement des mots, des phrases ou des moments d'intimité ou de révolte.

Cette pièce a été joué trois fois à Aurillac et a reçu un très bon accueil. Le public était nombreux, composé de jeunes plus ou moins révoltés contre la société et de personnes âgées qui avaient l'air de savoir de quoi on parlait et qui, parfois, pleuraient à la fin de la pièce.

Des extraits de la pièce ici:
<http://www.myspace.com/calabasse>

Spectacle de la compagnie Metalovoice

Le deuxième spectacle ayant retenu notre attention est la création mondiale cette année de

la compagnie Metalovoice, compagnie « tête d'affiche » du festival d'Aurillac 2011 et qui a l'habitude de créer des spectacles gigantesques avec un énorme matériel sonore, visuel et instrumental. La compagnie se définit elle-même comme « poésie industrielle ».

« Le monde industriel a depuis deux siècles, créé sa propre dimension, offrant à notre regard une nouvelle échelle d'appréciation. Il est à l'origine de nombreux conflits. C'est de cet univers là que surgissent des problèmes d'exploitation des hommes et des territoires, des exclusions massives, des négligences écologiques (...) Ce monde étant le nôtre, il devient notre source d'inspiration et notre terrain d'action artistique » (Pascal DORES, Conducteur artistique de Metalovoice)

Il y avait environ 6000 spectateurs pour assister à ce spectacle dont le titre est « Viré(e)s vers l'est ». Il rend hommage aux ouvrier(e)s d'usines victimes des délocalisations, licenciements et autre monstruosités capitalistes. Les sept musiciens et acteurs de Metalovoice habillés en bleus de travail tapent ainsi sur des instruments d'usine (tuyaux en tout genre, carcasses, métaux etc...) pour faire ressortir une rythmique lancinante rappelant les bruits d'usine. Par dessus, un texte est déclamé ou slamé, et est accompagné par un orchestre. Le tout est habillé par une scénographie et une construction énorme alimentée par des vidéos projetées sur écrans géants.

L'ambiance est plutôt noire et lourde mais magnifique et rappelle certains projets artistiques des bolcheviks dans les premières années de l'URSS où l'usine et l'industrie étaient au

centre des créations. Le texte d'Eugène Duriff, déclamé par les musiciens, est très profond et rend hommage à la classe ouvrière tout en rappelant qu'elle est en perpétuelle lutte contre la bourgeoisie. Extrait :

« [...] Je suis du pays de l'usine...Je le dis sans fierté, mais je le dis aussi sans effort, car une fois sorti de ce pays, il n'est pas indifférent d'en avoir été l'habitant, il y a comme un savoir qui vous vient dans cette vie là, un savoir que personne ne vous apprend, un savoir, un filtre, un point de vue. Pas besoin de passer par de longues interrogations pour comprendre ce qu'est un rapport de classe, on le sait, intuitivement, on l'a dans le sang. Un exemple ? Quand on rentre à l'école et que pour la première fois, on se retrouve en présence d'enfants de la bourgeoisie, on comprend, immédiatement, tout de suite, sans délai, sans détours, ce qu'est un rapport de classe. On voit des doigts qui se lèvent pour répondre à la question :

- Qui est Molière ? Qui peut donner le titre d'une de ses œuvres ?

Et vous, vous, vos mains sont de plombs, parce que ce mot là, jamais, jamais vous ne l'avez entendu prononcé, jamais.

Molière ?, Quoi Molière ? Qu'est-ce que c'est Molière ?

- Ha ha, celui -là c'est bête, il ne connaît même pas Molière.

Non, je ne connaissais pas Molière. Et voyez comme la vie est ironique, c'est au milieu de cette ignorance, qu'elle vous enseigne quelques vérités bien sonnées, car enfin, des situations comme cela, c'est un sacré signal, ça vous alerte, ça vous jette de la

⁵ Idem



clarté au visage, on appréhende la géométrie sociale, on appréhende en tout cas la position qu'on occupe dans les rapports de classe, mal classé, très mal classé, heureusement on ne sait pas encore qu'on le sait sinon quel découragement, mais on le sait, on le ressent, on le vit, pas même besoin de souffrir d'une quelconque humiliation, être là suffit, être là, se tenir dans le mutisme, dans l'inculture du pas grand chose, dans leur silence, dans leur vocabulaire basique, et s'apercevoir que l'on parle de sujet, dont on ne dit jamais un mot à la maison et que pour certain le monde n'a pas la même configuration que pour nous ; oui, on le sent, ça brûle, ça s'inscrit dans la chair avant de passer dans le cerveau. Et quand on voit une manifestation dans la rue, on sait, on sait exactement de quel côté on est, même, même si on ne comprend rien aux banderoles et aux cris, même si on est en peine de savoir le pourquoi, même, même si le père, tenaillé entre sa hiérarchie et son appartenance viscérale au monde ouvrier est évasif sur les explications, on le sait ce savoir là, ce sont des racines... Je suis du pays de l'usine, je suis du pays de l'usine... [...] »

Plus d'informations sur <http://www.metalovoice.com/>

Outre ces deux spectacles il y avait bien sûr de très nombreuses autres pièces et/ou concerts sans doute très intéressants politiquement mais je ne pouvais évidemment pas tout voir (plus de 500 spectacles par jour pendant 5 jours). Mais ces deux exemples nous montrent déjà que les arts de la rue ne délaissent pas la révolte, bien au contraire, ils ont toujours été à l'avant-garde dans la contestation artistique. Il y a donc de nombreux artistes (souvent de tendances anarchistes mais aussi quelques marxistes) qui sont réellement enragés contre le capitalisme et qui le crient dans leurs spectacles. De plus on le sait, les artistes (et a fortiori les artistes de rue) ont un statut très précaire du fait de leur rattachement pour la plupart à pôle emploi et à la précarité. Ils doivent notamment, depuis les dernières réformes de 2003, travailler plus en moins de temps pour obtenir leur indemnisation. Du fait de la crise ils doivent également faire face à des restrictions budgétaires de tous cotés, que ce soit pour les aides à la création ou pour l'achat de spectacle par les collectivités.

D'autre part, les techniciens et artistes de l'ombre (costumiers, décorateurs, régisseurs etc...) sans qui les spectacles n'existeraient pas, sont de plus en plus touchés par les réformes brutales contre l'intermittence du spectacle et de fait, sont de moins en moins nombreux. Pour toutes ces raisons il faut savoir qu'au festival d'Aurillac par exemple, 95% des artistes présents ont joué gratuitement, sans aucune aide, seulement pour se montrer auprès des programmeurs présents et pour le plaisir de jouer. Et le chapeau qui tourne à la fin des représentations est évidemment loin de rembourser ne serait-ce que les frais de déplacements et de logements des compagnies...

En temps de crise, la culture est l'un des premiers domaine que l'on sacrifie au profit des banques et des actionnaires. Les artistes, qui font, pour la plupart, incontestablement partie de la classe exploitée par le capital, seront donc amenés à combattre aux côtés de l'ensemble du prolétariat lors de la révolution. Mais l'un des problèmes principal reste que le militantisme politique est assez rare chez eux car il y a une grande méfiance (compréhensible) envers les partis

réformistes, envers la bureaucratie et envers les politiciens médiatisés, tous aussi corrompus les uns que les autres.

C'est donc à nous, communistes et fervents défenseur de l'art indépendant et contestataire d'essayer de gagner les artistes ayant des aspirations révolutionnaires à notre

programme pour le renversement du capitalisme. Pour ce faire il nous faut nous intéresser à ce type de spectacles, à ces festivals, à ces créations qui émergent ici et ailleurs, et il nous faut nouer aussi souvent que possible des liens avec les artistes et organiser interviews, échanges, débats avec eux. L'appel créé par Léon

Trotsky et André Breton pour rassembler artistes et révolutionnaire est donc plus que jamais d'actualité et mérite d'être relayé dans le monde artistique :

« *Ce que nous voulons : l'indépendance de l'art pour la Révolution ; et la Révolution pour la libération définitive de l'art.* »

Article du 31 janvier 2012, version originale publiée dans *Au CLAIR de la lutte* n° 10

Sur le film-documentaire *Les nouveaux chiens de garde*

Il est sorti le 11 Janvier dernier dans les cinémas français, ou plutôt dans les rares salles à l'avoir programmé, car en effet, le film de Gilles Balbastre et Yannick Kergouat dérange. Le premier était directeur de la publication du journal *le Plan B*⁶, et le second est co-animateur de l'association *Acrimed*⁷. Autant dire que ces deux-là connaissent bien les dessous de l'empire des médias.

Les nouveaux chiens de garde est directement inspiré du livre de Serge Halimi⁸, essai sur la critique des médias, (paru en 1997 et actualisé en 2005) qui a connu un très fort succès en librairie (plus de 135 000 ventes six mois après sa parution) ; lui-même inspiré du pamphlet du communiste Paul Nizan paru en 1938 sous le nom : *Les chiens de garde*⁹.

Henri Maler (fondateur d'*Acrimed*) nous rappelle au sujet du film, qu'il faut « *faire ou refaire de la question des médias la question démocratique et donc politique qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être* »¹⁰. Le film ne fait pas défaut à cette idée. C'est un film-documentaire effectivement politique qui montre de manière très claire le lien direct entre le capitalisme et les médias qui rayonnent autour de lui.

On apprend ainsi tout au long du film comment le pluralisme (pluralisme des chaînes, des radios, des journaux) vanté par les médias eux-même pour montrer le « large choix » qu'aurait le public, est en fait quadrillé et contrôlé par une poignée de capitalistes comme *Lagardère* ou *Bouygues*. Ainsi on apprend comment TF1 évite dans son JT les sujets fâcheux ayant attrait au groupe de son propriétaire, Martin Bouygues, comme par exemple les graves problèmes de sécurité lors de la construction de l'EPR de Flamanville.

On ne peut également

s'empêcher de sourire et de remercier les réalisateurs lorsqu'ils tapent avec force sur les médias dits « de gauche » (*Libération*, *Le Monde*...) en montrant, preuves à l'appui, leur participation active au royaume médiatique au service de la bourgeoisie.

Un exemple frappant de la mise en scène des médias pour montrer qu'en France il y a une réelle opposition de gauche pour laquelle on peut voter si on ne vote pas à droite, consiste en la présentation de « duels télévisés ». On voit ainsi sur une grande chaîne, à heure de grande audience, le « débat du siècle » entre Luc Ferry et Jacques Julliard (ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, aujourd'hui éditorialiste à *Marianne*). Au vue de la présentation on s'attend à un combat d'idées acharné, à une lutte sans merci... sauf que... on se rend compte que les deux invités sont d'accord sur quasiment tout, et se renvoient mille compliments tous aussi pathétiques les uns que les autres ! Ouf, le capitalisme n'a décidément aucun adversaire sérieux...

Une grande partie du film se

6 http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Plain_B

7 <http://www.acrimed.org/>

8 HALIMI Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Raisons d'agir, Paris, 2005 (on peut le lire en ligne sur <http://www.archive.org/details/SergeHalimiLesNouveauxChiensDeGarde>)

9 NIZAN Paul, *Les chiens de garde*, Rieder, Paris, 1932

10 MALER Henri, *interview sur le site* <http://www.lesnouveauxchiensdegarde.com>

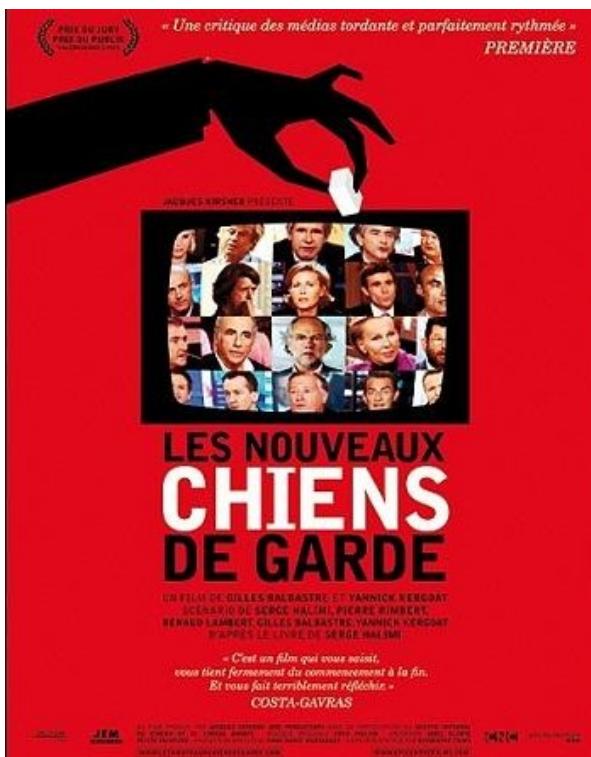
concentre sur les experts économiques, ces « savants », experts en expertise, chercheurs aux CNRS et dans mille et un instituts économiques. Ils se nomment Alain Minc, Michel Godet, Elie Cohen (soutien actif de Hollande¹¹), etc., et interviennent régulièrement dans les émissions de télévision, les JT, les magazines spécialisés et les radios, pour y donner leur avis de « spécialiste » notamment sur la question de la crise. Et qu'on se rassure, ils estiment très souvent que le plus dur est derrière nous, que l'économie française se portera bien à condition de faire les « réformes » nécessaires (flexibilisation du marché du travail, adaptation de l'École aux volontés patronales...), que les marchés sont « sûrs », etc. Mais le plus frappant, c'est qu'on apprend qu'ils sont en fait pour la plupart de grands actionnaires des entreprises du CAC 40 et de grands amis des patrons de ces dernières... Vous y voyez un lien ?

« Le fait-divers fait diversion »¹² : Bourdieu expliquait ainsi l'augmentation exponentielle des sujets liés aux meurtres, à la pédophilie, au mariage du prince Dupuis avec la comtesse Dupont, etc. On comprend dans le documentaire comment effectivement les différents médias ont donné une place extrêmement importante aux fait-divers ces dernières années. Mais attention pas à n'importe lesquels : ainsi, dans

trois influents journaux français (*Libération*, *Le Monde* et *Le Figaro*), il y eu en 15 jours plus de 25 articles et brèves consacrés à la relance de l'enquête de la thèse du complot contre DSK¹³. Et par comparaison, zéro article, zéro brève, zéro mot, sur la mort d'un ouvrier intérimaire écrasé entre les parois métalliques et le moteur d'une tour de convoyage de charbon dans une centrale thermique d'EDF...

Alors quoi... ?

La presse, les médias,



seraient-ils, *in fine*, de classe ? Oui nous répond le film et c'est là que se trouve sa plus grande force. Il montre objectivement et avec la plus grande clarté que les grands médias sont au service de la bourgeoisie, du capitalisme et expriment une haine farouche contre les travailleurs ou les jeunes de banlieues... quand ceux-ci ont le culot de redresser la tête. Ainsi, lorsque ces derniers

11 http://www.lemonde.fr/election-présidentielle-2012/article/2012/01/25/la-troupe-heterocrite-des-economistes-hollandais_1634193_1471069.html

12 Bourdieu Pierre, *Sur la télévision, Raisons d'agir*, Paris, 1996

13 Journal de présentation du film *Les nouveaux chiens de garde*, p.7

sont sortis de leur silence pour combattre le système qui les opprime, tous ces journalistes, philosophes, et autres « experts » en tout genre qui contrôlent les médias, montrent les crocs et crachent en direct leur haine de classe. Bernard Henry-Lévy met ainsi en garde, dans une émission de télévision, les ouvriers qui séquestrent leurs patrons et prévoient que bientôt, c'est nous, gentils citoyens, qui seront victime de leur barbarie quand ils viendront nous piller et nous violenter : « *Aujourd'hui c'est les patrons, mais demain, qui sait ? Ce sera peut-être vous !* »¹⁴

Pujadas (présentateur du JT de France 2) quant à lui interviewe Xavier Mathieu lors de la grève des « Goodyear » et le supplie de calmer ses camarades en colère : « *Est-ce que ça ne vas pas trop loin ? Est-ce que vous regrettez ces violences ? Est-ce que vous lancez un appel au calme ?* »¹⁵ s'inquiète-t-il devant un Xavier Mathieu déterminé.... Mais il « tombe sur un os », car en effet, à toutes ces questions le délégué CGT précisera « *Vous plaisantez j'espère ?* »¹⁶ et ajoutera que les patrons qui sèment la misère récoltent tout naturellement la colère.

Malgré toutes ces injonctions, les Pujadas, BHL et autres chiens de gardes du capitalisme n'arrivent donc pas toujours à calmer la colère ouvrière contre le capital qu'ils défendent.

Et c'est là que se situe la grande qualité de ce film. Il montre qu'il existe un réel rapport de classe entre les médias et le capital qui

14 Extrait du film

15 *Idem*

16 *Idem*

n'ont pas les mêmes intérêts que les travailleurs et les opprimés. Qu'il existe effectivement un mépris de classe, une haine de classe et qu'on peut jeter sans scrupule à la poubelle la devise des médias bourgeois : « *Indépendance, objectivité, pluralisme* ». Pour autant Yannick Kergouat nous rappelle à juste titre que le film n'est pas un film contre le journalisme : « *Les nouveaux chiens de garde n'est pas un film contre la profession de journaliste, mais contre une certaine forme d'organisation sociale et économique des médias et un certain type de journalisme.* »¹⁷

17 Kergouat Yannick, *Interview sur le site du film*

A la fin du film, les auteurs revendentiquent un grand service public des médias, proposition qui semble bien progressiste au vue de l'emprise du capital sur ces derniers. Cependant, dans le cadre du capitalisme, les médias publics, contrôlés par l'État bourgeois, ne peuvent que véhiculer une idéologie au service du patronat. En revanche, si un gouvernement des travailleurs expropriait les groupes du CAC 40 (qui contrôlent aujourd'hui les grands médias) et que les médias étaient mis sous le contrôle des travailleurs, alors les médias deviendraient un instrument de l'émancipation des travailleurs.

Pour finir sur un point de vue

technique, le film est très fluide, et le montage / assemblage de toutes les images d'archives ou d'aujourd'hui ne dessert absolument pas la conduite de l'argumentaire. Le ton ironique du narrateur tout au long du film donne une sympathique touche d'humour à ce sujet si triste et si révoltant et la musique du jazzman Fred Pallem (Créateur du *sacre du tympan*¹⁸) trouve sa place à merveille dans cet ensemble parfaitement réussi.

Un film à voir si vous le pouvez, et surtout, à populariser...

18 <http://www.youtube.com/watch?v=6Whxg03-kyY>

Article du 29 mai 2009, publié dans *Au CLAIR de la lutte* n° 2

Loi HADOPI : une pierre, deux coups ! Ou comment protéger les capitalistes tout en surveillant la population

Le projet de loi pour une Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des Droits sur Internet (HADOPI), a été rejeté par un vote à main levée à l'Assemblée nationale le 9 avril 2009. L'histoire d'HADOPI aurait pu s'arrêter là... Mais c'était bien sûr sans compter sur la détermination du gouvernement français à imposer ses lois... Elle a donc été représentée à l'Assemblée nationale le 12 mai 2009 avec, miracle, beaucoup plus de votants cette fois-ci et elle a été adoptée par 296 contre 233. Mais pourquoi le gouvernement a-t-il tenu absolument à faire passer ce texte qui peut paraître secondaire dans l'état actuel de la crise et de la lutte des classes ? En y regardant de plus près, il se trouve qu'il s'agit d'un peu plus que d'une simple loi sur la

protection des droits sur Internet...

« Protéger les artistes » ... ou les capitalistes ?



Sur le site Internet que le gouvernement avait créé pour faire de la propagande pour le projet Hadopi, on pouvait lire en

première page et en très gros : « *J'aime les artistes !* » Allons donc, alors que cela fait des années que les gouvernements de droite comme de gauche, sous la logique du capitalisme, détruisent inlassablement les droits des artistes indépendants et notamment le régime de l'intermittence du spectacle, Sarkozy et sa suite auraient maintenant convenu d'un geste envers le domaine artistique ? ! Que c'est touchant... mais bien évidemment totalement faux.

Cette Haute autorité qui, grande première, se substituera à l'autorité judiciaire pour prononcer et faire appliquer une peine privative (la coupure d'Internet), aura plusieurs missions. Sa principale fonction sera de protéger des droits d'auteurs sur Internet. Droits

d'auteurs qui seraient mis en péril par le téléchargement abusif et illégal des internautes. Mais tout se complique lorsqu'en mai 2008, la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) est consultée sur le projet de loi HADOPI. Elle émet un avis critique, estimant qu'il n'offre pas « les garanties nécessaires pour assurer un juste équilibre entre le respect de la vie privée et le respect des droits d'auteur ». Elle va même plus loin en affirmant que « les seuls motifs invoqués par le gouvernement afin de justifier la création du mécanisme confié à l'HADOPI résultent de la constatation d'une baisse du chiffre d'affaire des industries culturelles ». En clair : c'est un texte taillé sur mesure pour les majors.

La Ministre de la Culture a plusieurs fois affirmé que tous les artistes soutenaient le projet de loi, notamment lors de la première lecture du texte à l'Assemblée nationale. Mais en fait elle se réfère à une liste de 52 chanteuses et chanteurs favorables à la loi, qui a par ailleurs été transmise à la presse. Il peut paraître surprenant que, pour Christine Albanel, « tous les artistes » tiennent en une liste de 52 chanteurs particulièrement médiatisés et commercialisés (on trouve entre autres les noms de Christophe Maé, Patrick Bruel, Jean-Jacques Goldman, Jenifer, Pascal Obispo, Liane Foly, Johnny Hallyday...).

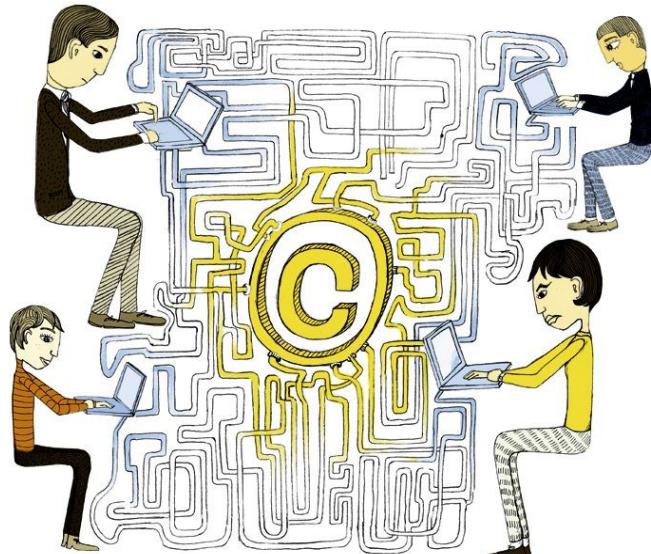
Mais alors même que les majors dénoncent une crise du disque, le chiffre d'affaire global de la

musique (en incluant les concerts) est en augmentation : selon deux études économiques, le marché mondial de la musique progressera de 4 % entre 2007 et 2011. En 2007, la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique) a atteint un record historique de sa collecte. À noter qu'aujourd'hui les majors que sont Universal, Sony, EMI, Warner et BMG contrôlent 90 % des ventes de disques en France et le chiffre d'affaire d'Universal en 2007, qui détient à lui seul 41 % des parts de marché, atteint 4 milliards et 870 millions d'euros. De son côté, l'industrie

l'Artisanat, ils sont aujourd'hui la plus grande maison de disques de France, produisant 90 % des créations originales. Ouvertement opposés au téléchargement illégal, ils se montrent néanmoins contre le projet de loi Hadopi : « *La politique de fuite en avant des majors a très largement contribué à la dévalorisation de la musique. Par un discours inique contre le public, désigné comme voleur potentiel avant d'être amateur de musique, les majors ont radicalisé le phénomène, en développant en même temps une politique de prix cassé qui cherche à condamner le physique (moins rentable pour eux que le numérique)...* » (Hadopi : *La création sacrifiée*).

Par ailleurs, lorsque l'HADOPI aura repéré une violation de droits d'auteurs sur Internet, les poursuites se feront sur la base des enquêtes menées par des cabinets privés représentant les ayants droit — c'est-à-dire bien sûr ceux qui en ont les moyens, comme les majors du disque et du cinéma, et tant pis pour les petits indépendants !

Il est donc évident que cette loi censée protéger tous les artistes et soutenir la création ne satisfait en fait que les grands groupes capitalistes de la culture. Alors même que ces derniers font des profits monstrueux même en période de crise, ils profitent des débats autour du téléchargement pour se doter d'une loi renforçant encore plus leur hégémonie sur la culture. Et encore une fois, les artistes concernés par cette



cinématographique a battu des records de fréquentation en 2008, que ce soit en France, aux États-Unis ou en Suède par exemple. Quant à l'industrie du jeu vidéo, elle a augmenté son chiffre d'affaire de 22 % en 2008 par rapport à 2007, qui était déjà une année exceptionnelle.

Par comparaison, les Producteurs Indépendants de musique (communément aussi appelé Labels Indépendants) sont aujourd'hui plus de 600 en France et cumulent plus de 3 000 productions par an. Pour paraphraser le Syndicat de

« sécurité » ne sont qu'une infime minorité du paysage artistique français. Le reste, la majorité, n'existe pas aux yeux de la bourgeoisie et n'a qu'à crever en silence...

De plus, le déni de présomption d'innocence qu'instaure la loi HADOPI mènera à la sanction d'innombrables innocents sans aucune possibilité de recours suspensif : le texte prévoit un système répressif en dehors du circuit judiciaire, dès lors qu'il y a une suspicion de téléchargement illégal. Et si l'on se défend d'avoir téléchargé un fichier illégalement, on pourra être accusé de ne pas avoir sécurisé sa

quand ils proposent de vendre aux collectivités locales leurs spectacle, on répond l'air attristé : « Désolé, c'est la crise, il n'y a plus d'argent pour la culture... »

Mais la loi HADOPI est peut-être encore bien plus grave sur d'autres points, notamment celui de la « surveillance ».

Big Brother is watching you...

HADOPI aggrave considérablement le contrôle de l'Internet en France. Selon le même site gouvernemental cité plus haut, « J'aime les artistes », le « *filtrage généralisé des*



connexion par un mot de passe. Or il existe déjà bien des moyens pour pirater la connexion d'autrui...

Et pour finir, le coût estimé de la mise en place de la loi s'élève à plus de 35 millions d'euros par an (fichage, traçage des adresses IP, avertissements envoyés, etc.). Offrir un tel chèque annuellement à des services privés de police du net censés protéger la culture a de quoi faire enrager toutes les petites troupes de théâtre, tous les musiciens indépendants, tous les artistes et les intermittents à qui,

réseaux » n'est pas à l'ordre du jour : « *Le projet ne prévoit rien de tel* ». Toutefois, le projet de loi prévoit d'inclure des « expérimentations » dans ce domaine : « *[L'HADOPI] évalue (...) les expérimentations conduites dans le domaine des technologies de reconnaissance des contenus et de filtrage par les concepteurs de ces technologies, les titulaires de droits sur les œuvres et objets protégés et les personnes dont l'activité est d'offrir un service de communication au public en ligne.* »

De plus, pour réduire sa peine (coupure d'Internet), un internaute devra accepter qu'un programme espion, un *spyware*, soit installé sur son ordinateur pour lui permettre de prouver que sa connexion n'est pas utilisée pour télécharger illégalement. On imagine aisément les dérives possibles de ces programmes.

Ces *spyware* contrôleront les données entrantes et sortantes de l'ordinateur. Ils seront obligatoires, payants et non interopérables. Le rapporteur Franck Riester et la ministre Christine Albanel ont refusé la gratuité de ces logiciels. Les internautes utilisant un système d'exploitation non compatible avec les logiciels de sécurisation ne seront pas exonérés. Les natures et fonctions précises de ces logiciels ne sont toujours pas connues. On sait juste qu'ils devront être actifs en permanence et communiquer avec les serveurs de l'HADOPI.

Il est notamment question de surveiller toutes les communications électroniques, ce qui inclut aussi les courriels et toutes les autres communications à caractère privé pour un particulier, relevant du secret industriel ou commercial pour une société. Bref l'HADOPI pourra donc, si elle le souhaite, rentrer dans tous les fichiers informatiques de l'internaute et surveiller toute son activité Internet... Pour l'instant la mesure s'arrête aux seuls internautes « punis » par la loi mais il n'est pas du tout évident que ces surveillances s'arrêteront là. Avec cette loi adoptée, c'est une fenêtre vers la cybersurveillance qui s'ouvre pour le gouvernement.

Le projet de loi Loppsi 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure), voulu par Nicolas

Sarkozy, qui devrait être présenté à l'Assemblé à l'automne 2009, reprend le principe de *spyware* d'HADOPI en le perfectionnant, puisqu'il permettrait d'accéder à des données informatiques sans le consentement des intéressés, de les observer, les collecter, les enregistrer, les conserver et les transmettre, telles qu'elles s'affichent pour l'utilisateur ou telles qu'il les y introduit par saisie de caractère. C'est la légalisation des « chevaux de Troie » (logiciels espions) chez l'internaute, pendant une durée de quatre mois, renouvelable une fois sur accord du juge.

Loppsi 2 prévoit également la création d'un fichier informatique appelé Périclès. Ce système d'« analyse sérielle » permettra d'effectuer des rapprochements entre les différents fichiers judiciaires (Stic, Judex, etc.) et de croiser tous les renseignements disponibles pour lutter au mieux contre tous les types de délinquance, l'exemple de la pédo-pornographie jouant surtout comme prétexte. Mais pour ce faire, ce « super fichier » contiendra de nombreuses données liées à la vie de l'internaute avec tous les dangers de dérives possibles : numéros de cartes grises, de permis de conduire, de puces de téléphones portables (IMEI), factures diverses, etc.

Techniquement, le dispositif pourra être mis en place à toute heure, soit en s'introduisant dans tout lieu physique (avec installation d'une « clé de connexion » dans l'ordinateur à surveiller), soit par « transmission par un réseau de communications électroniques », c'est-à-dire en s'infiltrant à distance dans la machine à surveiller.

Un appel d'offres intitulé « Veille de l'opinion » a

également été lancé par le ministère de l'Éducation nationale. Il s'agit entre autres d'identifier les thèmes stratégiques, de repérer les leaders d'opinion, de décrypter les sources des débats et leurs modes de propagation, d'anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise.

La surveillance concernera les sources stratégiques en ligne : sites « commentateurs » de l'actualité, revendicatifs, informatifs, participatifs, politiques, etc. Elle portera ainsi sur les médias en ligne, les sites de syndicats, de partis politiques, les portails thématiques ou régionaux, les sites militants d'associations, de mouvements revendicatifs ou alternatifs, de leaders d'opinion. La veille portera également sur les moteurs généralistes, les forums grand public et spécialisés, les blogs, les pages personnelles, les réseaux sociaux, les appels et pétitions en ligne et sur les autres formats de diffusion (vidéos, etc.).

Ça fait beaucoup de monde. La blogosphère serait-elle si dangereuse pour nos chers gouvernants ? À l'heure où les principaux médias (presse, radio, télévision) sont contrôlés par la bourgeoisie et le pouvoir, un tel dispositif ne manque pas d'inquiéter. On nous affirmera en haut lieu que la liberté d'expression n'est pas menacée. On se permettra humblement d'en douter.

D'ailleurs, une petite anecdote pour celles et ceux qui douteraient encore que les médias ne sont pas impartiaux : à titre privé, un responsable du secteur Internet de TF1 avait envoyé un courriel à sa députée, l'UMP Françoise de Panafieu, lui faisant part des dangers que recelait la loi Hadopi. Pour se renseigner, la

députée a transmis ce courrier électronique au ministère de la Culture qui est chargé de défendre ladite loi. Un membre du cabinet de la ministre Christine Albanel a alors réexpédié le message à... la direction de TF1. Qui a aussitôt licencié l'auteur du courriel.

Pour résumer, la loi HADOPI est une énième loi permettant de protéger les grands groupes capitalistes et leurs patrons en incitant les internautes à acheter les titres produits par les majors plutôt que de les télécharger, sous peine d'introduire un logiciel espion payant sur leurs ordinateurs. Logiciel ouvrant la porte aux pires dérives policières, menaçant directement les libertés individuelles. Les révolutionnaires sont en première ligne pour défendre les acquis démocratiques menacés par le pouvoir de plus en plus autoritaire de l'État bourgeois dirigé par Sarkozy.

Nous reviendrons dans un prochain article sur la question plus générale des droits d'auteur et des revendications à mettre en avant aujourd'hui pour défendre les artistes, la question d'Internet n'étant à cet égard qu'une parmi d'autres. Pour le public, il s'agit de combattre avant tout contre la mainmise des trusts capitalistes sur Internet, cet immense progrès historique qui permet une mise en commun universelle d'informations et de documents, sans requérir d'autre coût que l'installation technique des réseaux et l'achat des ordinateurs. De plus, les budgets publics consacrés à la création et à l'accès du peuple à la culture doivent être augmentés. L'apprentissage de la pratique artistique et l'histoire de l'art doivent être intégrés dans les programmes et les emplois du temps scolaires. Mais surtout, il faut combattre pour mettre fin au

quasi-monopole des grandes industries du disque, du cinéma, du livre sur la culture, pour l'épanouissement total de la création artistique et l'accès de tous à la culture. Les majors étant des propriétés capitalistes comme les autres, il devient urgent de songer à leur expropriation totale sans indemnité ni rachat. Au-delà des luttes immédiates indispensables, la réalisation d'un tel programme, qui devrait être élémentaire pour l'humanité du XXI^e siècle, nécessite de combattre pour la révolution socialiste...

[Supplément daté de janvier 2014]

Un petit bilan d'HADOPI

En septembre 2012, au terme de trois ans de fonctionnement, un bilan a été publié. 1 150 000 mails d'avertissement, 100 000 lettres recommandées et 340 dossiers ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire. On note que seulement 14 d'entre eux ont été transmis aux parquets. À cette époque, neuf d'entre eux étaient toujours en cours d'enquêtes. En trois ans seules trois procédures sont allées jusqu'à la décision judiciaire, une relaxe et deux condamnations dont une assortie d'une dispense de peine et l'autre d'une amende de 150 euros.

Assurément, et sauf si on pense qu'il n'y a qu'un pirate en France, HADOPI n'est donc pas un succès (selon leur point de vu). Ce n'est pas faute d'avoir averti du problème technique que représentaient de telles mesures. Nombre de courrier adressés aux présumés « pirates » faisaient référence à des logiciels qui n'avaient jamais été utilisés par les utilisateurs en question, et à une adresse IP fausse etc. Les exemples ne manquent pas !

Hadopi pas encore fini.

Le gouvernement PS, avec la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, nous a annoncé que la page de l'opposition artificielle entre les auteurs, les artistes et leur public était « tournée » puisque la sanction de coupure d'accès au Net de l'Hadopi a été supprimée. Il s'agit là d'un effet d'annonce puisqu'il reste la riposte graduée, le délit de négligence caractérisée, enfin tout le dispositif de la Hadopi qu'il faut abroger. Des mails continuent à être envoyés encore aujourd'hui. Il est important de revoir la notion capitaliste de droit d'auteur qui ne profite qu'aux artistes mainstream et aux grosses entreprises de la culture.

Blocage de site !

Le 28 novembre 2013, le tribunal de grande instance de

Paris vient de rendre sa décision concernant l'affaire Allostreaming engagée depuis presque 2 ans maintenant. Il est important de noter que pour la première fois des sites vont être bloqués par les fournisseurs d'accès au nom du droit d'auteur.

En effet, les sites Allostreaming initialement visés ont fermé depuis, mais ce n'est pas tout, la justice vient d'ordonner aux fournisseurs d'accès et moteur de recherche le blocage de 16 autres sites qui reproduisaient le contenu sous d'autres noms de domaines (ce qu'on nomme site miroirs), mesures qui devront être financées par les ayant droits eux-mêmes. Enfin, sur les sites miroirs qui pourraient apparaître dans le futur, le tribunal ne ferme pas la porte à une censure privée déjà largement incitée par les lobbies, l'Hadopi ou la mission Lescure, c'est-à-dire un accord entre ayants droits et acteurs de l'internet pour bloquer ces sites.

La mesure de blocage est en soit une mesure dangereuse vu le risque inévitable de subblocage d'usages parfaitement licites. Mais l'incitation à une coopération entre acteurs de l'internet (fournisseurs d'accès) et ayants droit pour censurer les sites miroirs susceptibles d'apparaître à l'avenir est encore plus inquiétante !

Article du 19 septembre 2013, publié dans *Au CLAIR de la lutte* n° 18

Jolie Môme : travailleurs du théâtre

Publié dans *L'Anticapitaliste* n°208 (12/09/2013), hebdomadaire du NPA

Nous étions à Aurillac 2013, l'un des plus grands festivals de théâtre de rue d'Europe, et comme régulièrement, la compagnie Jolie Môme était

présente, ni dans le In, ni dans le Off, simplement dans la rue, chantant des chansons révolutionnaires et anticapitalistes devant une foule toujours plus nombreuse. Nous avons rencontré autour d'un café Michel, le directeur et créateur

de la compagnie, Clément, et Marie qui ont bien voulu répondre à nos questions. Propos recueillis par Laszlo Merville pour le NPA.

L.M : Est-ce que vous pouvez rappeler brièvement les origines de la création de la compagnie

Jolie Môme ?

Michel : On a fêté nos 30 ans cette année. Avant j'étais comédien à la cartoucherie au théâtre de l'épée de bois. Je n'avais pas l'intention d'être directeur de compagnie, mais j'avais 18 ans en 1973 et j'étais de la génération où on s'imaginait qu'on allait faire toute notre vie dans une seule boîte. On ne s'entendait plus avec le directeur à l'époque mais je ne voulais pas chercher un autre boulot, je considère que faire notre métier c'est plutôt de pratiquer plutôt que de chercher du boulot, et j'ai essayé de m'entourer de gens qui avait cette vision là.

Alors on a monté notre propre compagnie.

Aujourd'hui l'envie c'est de bosser à Jolie Môme, l'intermittence on s'en sert parce qu'on n'a pas les moyens financiers au niveau de la compagnie d'être permanents, si on pouvait on le ferait.



Est-ce que tu étais d'abord militant ou est-ce que tu t'es devenu au fil des années ?

Je crois que je le suis devenu, j'étais déjà politisé, mon père était au PCF, il oscillait entre la ligne de la direction du parti et la rébellion envers celui-ci ce qui lui a valu son exclusion, donc j'étais baigné là-dedans dans mon

enfance.

On connaît bien vos thèmes qui sont toujours très engagés, abordant aussi bien le conflit israélo-palestinien, la montée du FN ou bien l'anticapitalisme en général ; comment-est-ce que le public d'Aurillac réagit face à ces textes que vous leur chantez aujourd'hui ?

Bien, tu sais même dans Paris les gens marchent à l'affectif avec nous, est-ce que c'est parce qu'il y a beaucoup de filles ? Il y a le ton aussi, on essaie toujours d'avoir un peu d'humour, on n'essaie pas de faire pleurer ou de s'apitoyer sur le destin d'un tel ou d'un tel, on est plutôt dans une envie d'amener les gens à vouloir combattre plutôt qu'à leur dire c'est dur et se morfondre... Et on fait de la musique mais on fait aussi du théâtre donc peut-être que les chansons soient théâtralisées ça aide à accrocher auprès du public. Il y a bien un fou de temps en temps, tous les 20 tours de chants qui vient nous dire « l'union soviétique des millions de morts... » Mais autrement même les gens de droite ils nous aiment bien, ils ne font pas chier. Les gens savent bien qu'on n'est pas dangereux en spectacle...

Est-ce que toi qui es là depuis le début, tu observes une évolution dans l'accueil du public, depuis 20 ans que vous êtes dans la rue ?

De toute façon il n'y a pas besoin d'aller chanter dans la rue pour observer que les gens sont de plus en plus dégoûtés par le système dans lequel on est. Quand on a commencé ça ne faisait pas très longtemps que le mur de Berlin était tombé, alors c'était un peu délicat...

Manuel Valls est venu en plein

festival pour rabâcher son discours sécuritaire, vous lui avez réservé un accueil des plus chaleureux, vous pouvez raconter brièvement ce qu'il s'est passé ?

On a appris qu'il était là, on a des contacts avec des militants d'Aurillac, on pensait aller à l'endroit où il avait une réunion, on en avait parlé au public pour peut-être y aller tous ensemble mais c'était à un 1km et demi de là où on était et je t'avoue que ça nous gonflait un peu d'interrompre notre tour de chant pour traverser la ville pour Valls.

Et en fait il se trouve qu'il est passé juste à côté de nous. On a été surpris, alors est-ce qu'il n'avait pas besoin de ça finalement pour se faire mousser un peu, est-ce qu'il n'y avait pas une part de provocation de sa part... on en sait rien. De toutes manières on pensait que c'était important de marquer le coup, donc il est passé à côté et on l'a suivi, avec la compagnie et le public, ils ont chanté et repris avec nous «Nous sommes tous des Roms, Non aux expulsions». Et la concomitance avec les tags anars sur les permanences du PS dans Paris et bien ça tombe bien, après qu'on nous traite d'anars pourquoi pas ce n'est pas une insulte...

Vous éditez un petit bulletin, « Le môme », où dans le dernier numéro vous parlez notamment de la social-démocratie, du PS et de sa soumission au capital, en gros vous dites PS et UMP même combat. Est-ce que c'est une idée qui fait consensus chez vous ?

Oui, le texte a été soumis, mais il n'a pas été voté, il y avait un réel consensus. Concernant le parti socialiste, l'année dernière pour Aurillac 2012 on a fait un



édito dans Le Môme, « A quelle soc' allons-nous être mangé ? » On attendait de voir ce qui allait se passer après l'élection mais sans aucune illusion. Cette année, on vient de faire une semaine de travail sur la guerre de 14-18 et en particulier la trahison de la social-démocratie en 1914. On sait ce qu'est la social-démocratie, on sait à quoi elle aboutit, la trahison toujours, la guerre souvent.

Alors justement, la rentrée sociale s'annonce chaude, dans votre bulletin (que vous distribuez au public) vousappelez à la grève le 10 Septembre, à la convergence des luttes ; quels rôles les artistes peuvent-ils avoir dans ces luttes prochaines ?

Les artistes ils bougeront quand ils seront touchés, mais comme tout le monde. Les artistes n'ont rien de particuliers, d'ailleurs nous on dit qu'on est des travailleurs du spectacle et comme tous les travailleurs ça bouge quand tu es touché.

Dans les années 70 il y avait beaucoup de collectifs d'artistes qui jouaient dans les usines, qui soutenaient les ouvriers. Tu dis

aujourd'hui que les artistes ils bougeront quand ils seront touchés, on entend souvent ce discours comme quoi les artistes sont indépendants politiquement, individualistes, en marges du système, presque corporatistes... Pourquoi à votre avis cet esprit là prédomine aujourd'hui ?

Mais les artistes sont comme les autres en fait, il n'y a pas de spécificité à tel ou tel un corps de métier. Je crois qu'il y a un concours d'ambiance général. Dans les années 70 tout le monde était politisé, donc même les artistes, tout le monde était solidaire, il y avait une espérance encore, il y avait le Vietnam, les guérillas en Amérique latine... Aujourd'hui on n'est pas dans l'espérance, mais on garde une culture, une réflexion, on est présent dans les manifs même si on sait que ça va se passer comme d'habitude. L'année dernière on a vu un nombre incroyable d'entreprises qui ont fermé et on n'a pas vu une seule grosse manif' commune à tout ces gens qui étaient mis à la porte, il y a eu seulement quelques collectifs comme les licenci'elles par exemple. Mais sinon chacun s'est battu dans sa boîte pour obtenir

un PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) convenable mais il n'y a pas eu ensemble Florange, Virgin, PSA, etc. Ou alors on a vu qu'un ou deux rassemblements avec seulement les ouvriers concernés et quelques militants du NPA, de LO etc.

Qu'est-ce qui bloque les convergences alors ? Est-ce la résignation des gens, ou bien un renforcement de la bureaucratie syndicale ?

Bien sûr la bureaucratie syndicale bloque mais je ne sais pas quelle solution on a par rapport à ça. Mais ce que je pense déjà c'est que si on pouvait arrêter de se diviser les uns les autres, entrez anars', trotskystes, et mêmes stals combattifs ça serait pas mal. Recréer les collectifs unitaires de 2005 ça pourrait aussi aider à éviter les querelles de chapelle. Quand on voit parfois qu'on arrive mieux à se battre entre nous que contre notre ennemi commun...

Sur les réformes UNEDIC de la rentrée, est-ce que les artistes sont en dangers ?

On est en danger tout le temps, dès qu'ils peuvent s'en prendre à



nous ils n'hésitent pas, comme pour les chômeurs en général en fait. Il faudra bien qu'ils fassent des économies quelque part. On a déjà eu une lutte en 92 contre le PS mais c'est dur de se battre contre lui, les artistes connus et reconnus de la profession savent à qui ils doivent leur reconnaissance, et le gouvernement va dire qu'il est avec nous jusqu'au dernier moment mais que ce n'est pas de leur faute car ce sont les négociations paritaires et que vraiment la démocratie c'est le paritarisme, ce qui n'est évidemment pas vrai. Quand la CFDT et le patronat décident tous les deux de réduire nos droits ce n'est pas démocratique, la CGT spectacle est ultra majoritaire dans notre métier (autour de 80% des syndiqués) et ses revendications ne sont pas prises en compte...

En tant que Cie Jolie Môme vous allez organiser des choses ?

Ce n'est pas nous qui décidons, c'est le syndicat ou la

coordination (Coordination des Intermittents et Précaires - NDLR) qui impulsent. On a des membres de la compagnie qui sont à la CGT spectacle, à la CNT, d'autres à SUD culture, mais il n'y a pas de querelles de chapelle entre nous. Nous encourageons même chacun à s'organiser là où il le souhaite, parce qu'il y a besoin d'organisations, parce que cela permet une ouverture interprofessionnelle, et aussi pour pouvoir s'adresser à tous les gens syndiqués, ce qui est beaucoup plus difficile si on ne l'est pas soi-même. Une fois dans le mouvement, ce qui est important ce sont les comités de luttes, les comités d'occupation. Mais en ce moment, la coordination, les syndicats, et surtout le comité de suivi organisent notre réponse aux menaces et même travaillent à améliorer notre indemnisation au lieu de l'habituelle position défensive.

La prochaine réforme de l'UNEDIC risque de ne pas toucher que les intermittents mais

tous les chômeurs, il faudra donc qu'on les soutienne dès le début, avant même que soit attaquée l'annexe 8 (celle des techniciens, plus immédiatement en danger que celle des artistes). C'est toute l'importance de la solidarité interprofessionnelle et de la convergence des luttes.

Pour en revenir à Jolie Môme, nous ne sommes donc pas une organisation ni politique ni syndicale. Mais notre proximité avec le public militant, l'attention que nous portons à la vie sociale et politique font que nous sommes assez réactifs quand même en tant que compagnie. Quand il se passe quelque chose nous arrivons à intervenir assez rapidement. Notre atelier de chanson et fanfare notamment nous permet d'être assez présents pour soutenir des luttes.

Avec les luttes qui arrivent à la rentrée sur l'intermittence, on observe que tous les syndicats défendent ce système là, mais est-ce que c'est une fatalité pour les artistes ? Est-ce qu'il n'y aurait pas un autre moyen, un autre fonctionnement à repenser concernant la place des artistes dans la société ?

Alors non ce n'est pas une fatalité dans un cadre révolutionnaire. Si on était dans un mouvement révolutionnaire, je pense qu'on pourrait faire des artistes des gens au service du peuple comme les enseignants, une sorte de fonctionnarisation, mais ça dépend bien sûr de quel Etat.

Dans une situation de grève générale il y aurait une solidarité comme il y a des caisses de grèves. Tu vois aujourd'hui les subventions par exemple ça dépend des politiques donc ça dépend de comment tu es

apprécié au niveau municipal, régional, national, etc. Et en fait il est évident qu'une troupe comme nous n'est pas appréciée. On a quand même une subvention régionale (Île-de-France) mais c'est parce qu'on avait des amis politiques à l'époque, qui ont fait pression pour que soit reconnus le travail, la longévité et le public de notre Compagnie.

Mais pour sortir de ce système un peu clientéliste quand même, dans le cadre actuel il n'y a que la solidarité des travailleurs entre eux qui est possible, c'est-à-dire que les travailleurs considèrent qu'il faut qu'il y ait des artistes donc leurs cotisations servent à payer ces derniers. (Il serait préférable que cela ne soit pas dépendant de la gestion catastrophique de pôle emploi comme c'est le cas aujourd'hui) Il faut que ça soit accepté comme tel : les artistes sont payés par les cotisations des travailleurs qui ont besoin d'eux dans leur société, comme un service publique mais indépendant du pouvoir d'état, c'est une réflexion que j'ai en ce moment. Aujourd'hui on est culpabilisé en permanence parce qu'on est des chômeurs de luxe etc. Cela éviterait le clientélisme et le lêche-cultage auprès des politiques pour les subventions.

On s'intéresse aussi à la position du Comité de suivi, qui dit que la réforme de l'UNEDIC ne va pas toucher que les intermittents mais tous les chômeurs et donc qu'il faut qu'on soutienne dès le début ces

derniers. Si on ne soutient pas les chômeurs du régime général ils vont de toute façon essayer de nous diviser en attaquant d'abord l'annexe 8 (des techniciens) qui est plus fragile que celle des artistes. Et si les artistes ne se mobilisent pas pour les techniciens, dans 3 ans il y aura une nouvelle renégociation de l'annexe 10 et si on leur demande de l'aide les techniciens nous diront que ça fait trois ans qu'ils sont intérimaires, qu'ils galèrent, et qu'on peut donc aller se faire voir... Ca montre l'importance de la convergence.

Mais même dans les autres domaines, pourquoi l'ouvrier de PSA il ne soutient pas les intermittents ? C'est parce que lui, quand il se fait virer, les autres ne sont pas là. C'est pour ça peut-être qu'on ne se définit pas en tant qu'artiste mais en tant que travailleur avant tout, ce qui nous permet d'arriver à soutenir tous les travailleurs quels que soient leur fonction. C'est là où aussi tu vois le problème des bureaucraties syndicales où tu vois les grosses confédérations qui vont le Lundi en manif' pour les personnels soignants, le mardi pour les instits, le mercredi pour

les chômeurs, le jeudi pour les salariés du privé, etc. Pourquoi ne pas faire une seule manif' mais avec tout le monde ?

En tout cas notre système pour les artistes, même s'il doit être amélioré, est un des meilleurs modèles au monde, ça permet aux travailleurs du spectacle d'autres pays de regarder ce qu'on a pour s'en inspirer... raison de plus pour qu'on le défende, comme pour les retraites, la santé, etc. qui ne sont pas encore complètement détruits.

Question pour toi Marie, je vois que dans les arts de la rue ce n'est pas toujours évident l'égalité de présence sur scène entre les hommes et les femmes (en musique notamment). A Jolie Môme il y a une certaine parité là-dessus, même plus de femmes que d'hommes sur scène par exemple, est-ce que c'est quelque chose que vous défendez politiquement ou bien c'est comme ça c'est le hasard de la compagnie ?

Marie : Je crois que c'est quand même un choix oui, notre emblème c'est Lili Brik ce n'est pas un bonhomme et notre nom c'est Jolie Môme au féminin.

Alors oui on défend une certaine valeur féministe là-dedans c'est sûr..

Mais c'est sûr que dès qu'on a des enfants dans ce métier ça devient très compliqué pour tourner, il n'empêche qu'on adore cette vie là, on adore partir en tournée, ce n'est pas qu'un truc de mec... Et même





dans un couple d'artiste les modèles qu'on a évoluent mais ils évoluent lentement alors je pense que oui c'est toujours un peu plus compliqué pour nous en tant que femmes.

A Aurillac, on voit beaucoup de spectacles assez engagés ou simplement rebelles (Compagnie Mettalovoice, Quality Strret, Marx, le retour, vous...) Est-ce que c'est important en tant qu'artiste d'être militant, dans le sens où on a l'accès à la parole...?

Oui ça me semble important quand on a accès à la parole, d'aborder les thèmes politiques, les luttes sociales, l'histoire... mais ceux qui ne savent pas le faire il ne faut pas qu'ils le fassent.

L'important c'est quand même d'être dans les luttes quand il y en a, comme tout citoyen à un moment donné, mais t'es pas obligé de faire du spectacle militant. On ne pense pas que tout le monde doit faire comme nous. Si tu sais le faire, il faut le faire, mais moi j'ai vu beaucoup, dans les luttes de 2003, d'intermittents qui étaient très rebelles sur le plateau mais qui avaient peur de faire grève ou qui ne faisaient pas

grève alors qu'il y avait des danseurs, marionnettistes, à priori moins rebelles... qui étaient à fond dans la lutte, il n'y a pas de règles en fait.

L'important c'est la cohérence. Si tu fais Marx, le retour d'Howard Zinn ou un texte rebelle quel qu'il soit et que, si jamais l'année

d'après à Aurillac il y a une vague de grèves, tu refuses de participer parce que tu préfères jouer, est-ce que c'était important de faire un spectacle rebelle, je ne pense pas.

Chez Jolie Môme ce qu'il y a de beau c'est la cohérence, c'est pour ça qu'on a plein de contacts avec les assos militantes ou les syndicats à Aurillac, c'est qu'ils savent que même si ici on fait d'abord du spectacle, quand il faut aller se battre on y va avec eux. Et ce n'est surtout pas parce que t'es danseuse au Lido ou à l'Opéra que tu vas être moins militante.

Finalement il n'y a pas de domaine artistique plus révolutionnaire qu'un autre ?

Non c'est sur que non, il ne faut pas se laisser avoir au comportement, les gens disaient que le rock and roll c'était une musique de révolté, alors tu étais habillés en cuir noir avec des

boucles d'oreilles et ça y'est tu étais un rebelle ? Non, franchement c'est ridicule, ça n'a rien à voir. A Aurillac en 2003, tu avais des artistes à l'allure rebelle et aux beaux discours qui refusaient de faire grèves. Et dans le même temps tu as des musiciens en queue de pie de l'Opéra qui jouent, certes, principalement pour la bourgeoisie, mais qui sont toujours dans les luttes... Mozart est un des meilleurs exemples car il s'est émancipé de l'aristocratie et de l'église de l'époque en envoyant se faire voir les archevêques pour composer sa musique indépendamment de tout ça, quitte à moins bien gagner sa vie. Et nous par exemple on ne s'interdit pas de faire des spectacles d'inspiration bourgeoise, on a monté Faust l'année dernière.

Comme Lénine on pense qu'il faut acquérir la culture bourgeoise au maximum, pour pouvoir la combattre ensuite. On a beaucoup à apprendre de la culture bourgeoise. Mais autant on pense ça, autant on pense qu'il ne faut pas aller sur leur terrain pour s'affronter avec eux, on ne met pas les pieds dans leurs débats culturels parce que si on prend la parole là-bas on passerait pour les rebelles de service. Si on doit prendre la parole c'est sur notre terrain, dans la rue, et en dehors des pastilles.

Vous vous revendiquez de l'anticapitalisme, du drapeau rouge, de l'internationale... Est-ce que c'est encore un but en soi le communisme révolutionnaire ? Est-ce que vous y croyez encore ?

Michel : Ce n'est pas une histoire de croyance, mais de conviction oui. Je suis sur à 50,01 % d'avoir raison mais le 0,1 % je le rajoute. Je comprends les gens

www.cie-joliemome.org
Compagnie Jolie Môme
Théâtre La Belle Etoile
14 rue Saint-Just
La plaine – Saint-Denis
(93) M° Front Populaire
01 49 98 39 20

qui font leur petit chemin, quand tu regardes les cathos etc., je les comprends finalement, dans un sens on peut aussi se dire que l'apocalypse est possible avec les guerres dans tous les sens, la prolifération nucléaire etc.

Mais moi j'ai décidé d'avoir de

l'espoir dans l'humanité et de ne pas être défaitiste... J'ai décidé d'être positif, j'ai décidé de me battre pour l'humanité plutôt que d'en désespérer, et se battre pour l'humanité il me semble que c'est le communisme parce que c'est l'entente de tous les peuples du

monde pour que tout le monde puisse vivre dignement, avoir accès à la santé, à la bouffe, à l'art, etc. C'est une conviction profonde mais ce n'est pas une croyance, sinon à la première trahison t'es désespéré et tu te suicides...

Article du 20 janvier 2010, version originale publiée dans *Au CLAIR de la lutte* n° 5

Après la grève reconductible des salariés de Beaubourg et de la culture, réflexions sur la situation actuelle de la culture et de l'art en France

La culture et l'art en général sont, comme la recherche scientifique, la santé et l'éducation, particulièrement touchés par la barbarie capitaliste. En même temps, la bourgeoisie aime l'art et se « distingue » par l'art. Plus précisément, le capitalisme introduit une distinction artificielle entre les arts qui sont sources de profits et les autres. Certaines expositions de peinture, par exemple, permettent de valoriser les grands musées français et en même temps de faire des rentrées d'argent colossales (plus d'un million d'euros l'an dernier pour l'exposition Picasso au Grand palais). Pourra-t-on seulement être étonné de savoir que cet argent ne servira aucunement à augmenter les salariés des musées nationaux ?



La Joconde selon Banksy

Le système capitaliste a comme principal but la recherche toujours plus avide de profits. Évidemment sans se soucier le moins du monde des dégâts qu'engendre cette soif d'argent et de pouvoir pour la population mondiale : licenciements massifs, délocalisations, guerres, famines..., ni plus ni moins qu'une vraie barbarie. La culture n'est donc évidemment pas épargnée : la formation d'enseignants artistiques, les intermittents du spectacle ou encore les fonctionnaires dépendant du ministère de la culture ne rapportent aucune plus-value au capitalisme et sont donc voués à plus ou moins long terme à une disparition pure et simple. Depuis quelques années, de nombreuses mairies (de gauche comme de droite, en fait sous la pression du gouvernement [Sarkozy]) suppriment à tour de bras les associations culturelles et diminuent drastiquement les subventions allouées à la culture, privilégiant par exemple la compétition sportive, plus apte notamment à recueillir le soutien de partenaires privés (la médiatisation d'un tournoi de tennis ou de football n'a rien de comparable à celle d'un festival de musique ou d'une exposition

de peinture). Les travailleurs du ministère de la culture sont également touchés de plein fouet avec l'application de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques)¹⁹ et les suppressions de postes qui en découlent. Quant aux formations à l'enseignement artistique, elles sont menacées de disparition. Enfin, les intermittents survivent de plus en plus mal aux attaques incessantes du gouvernement.²⁰

L'art et la culture sont les expressions les plus révélatrices d'un système social, mais aussi des différentes tendances contradictoires qui le traversent, reflétant des intérêts opposés, des

19 Aujourd'hui la MAP (modernisation de l'action publique) a succédé à la RGPP (révision générale des politiques publiques) du gouvernement précédent pour réduire les dépenses publiques en « rationalisant ». 15 milliards de réduction sont prévus dans le budget 2014 : des baisses de dépenses de fonctionnements, des petites économies à droite à gauche, des baisses de dotation aux collectivités locales. La culture est bien sûr en ligne de mire de ces réductions.

20 Cf. article Intermittents du spectacle : entrons en lutte et convergeons avec les autres travailleurs/ses !

dynamiques sociales et historiques divergentes... Il est donc important, en tant qu'anticapitalistes et révolutionnaires, de nous intéresser à la question de l'art, à la fois pour mieux comprendre la société et pour encourager les artistes et acteurs de la culture à lutter contre l'idéologie dominante capitaliste, dans le but de les gagner au programme communiste révolutionnaire, seul capable de mettre un coup d'arrêt à la barbarie capitaliste...

La grève reconductible des personnels du ministère de la Culture

Alors même que 2009 était l'année du cinquantenaire de la création du ministère de la Culture (aucune médiatisation à ce sujet par ailleurs), le gouvernement, avec la mise en place de la RGPP, s'acharne depuis plus de deux ans à détruire le service public de la Culture. À la clé, des suppressions de postes, des baisses de financements publics, des externalisations de certaines missions, des recherches de subventions privées (mécénat) et la transformation de la Culture en un vrai produit marchand. La

crise financière a évidemment indirectement amplifié ces attaques, le gouvernement cherchant à faire des économies partout où il le peut pour épouser la dette de l'État.

Mais depuis deux ans, les agents du ministère de la Culture, titulaires comme contractuels et vacataires, résistent à ces attaques par des manifestations, des actions, des occupations et des grèves. Le 23 novembre les agents du centre Pompidou-Beaubourg ont voté la grève reconductible contre la RGPP. Cette grève s'est alors étendue à la Bibliothèque Publique d'Information, puis, appuyée par l'intersyndicale nationale du ministère de la Culture et de la Communication (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA), à de nombreux autres établissements, comme le Louvre, Orsay, Versailles, les Archives Nationales, la Bibliothèque nationale de France, la Réunion des Musées Nationaux, le Centre des Monuments Nationaux, l'École nationale des beaux-arts etc. Pendant près d'un mois, les agents ont multiplié les assemblées générales, les actions de blocage et de gratuité,

l'information auprès des usagers... Pourtant, bien que cette lutte ait prouvé sa force, sa détermination et sa légitimité, le ministre de la Culture et le gouvernement dont il est l'exécutant sont restés sourds aux revendications ; pire, ils ont fait expulser manu militari des délégués syndicaux qui étaient venus porter leurs revendications au ministère... Ces revendications sont pourtant tout à fait légitimes : pas une seule suppression d'emploi et de poste, retrait de l'article 52 de la loi de finances 2010 défense du statut, maintien de toutes les subventions d'État, titularisation de tous les précaires et retrait de la RGPP.

Sous couvert d'« audits-flash », dont les conclusions sont écrites à l'avance par l'Elysée et Matignon, la RGPP permettra d'appliquer à tous les établissements publics, sans exception, la règle aberrante du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, a minima. Et son impact est particulièrement lourd au musée Beaubourg du fait de la pyramide des âges : 44 % des 1 100 agents ont plus de 50 ans. Certains sont en poste depuis l'ouverture du Centre, en 1977. L'application de la RGPP



sera donc une catastrophe pour ce musée. Or, pour reprendre les propos du ministre de la culture Frédéric Mitterrand, « *le Centre Pompidou est le navire amiral des musées français, avec le Louvre, c'est un établissement magnifique d'architecture contemporaine, un bâtiment qui a été construit pour accueillir 500 000 personnes par an, il y en a aujourd'hui 3 millions* ». Donc Mitterrand, sans le vouloir, nous informe que le centre Pompidou accueille six fois plus de gens que ce qui était prévu lors de sa conception, mais que dans ce contexte des restrictions de personnel sont quand même nécessaires ! Comment croire que l'on peut offrir un meilleur service public avec moins de professionnels ? Comment faire le même travail, voire plus, en étant moins nombreux ? Il s'agit donc bien d'une coupe budgétaire qui permettra d'économiser beaucoup d'argent pour pouvoir à terme sauver à nouveau les banques de la faillite et finalement permettre aux traders et aux capitalistes de se remplir indécemment les poches sous les yeux des travailleurs toujours plus dégoûtés.

Après 24 jours de fermeture au public, le Centre Pompidou a finalement rouvert ses portes le 17 décembre à cause du manque de combativité des directions syndicales, qui ont proposé de suspendre la grève le temps des fêtes pour permettre aux touristes d'accéder au centre. Mais, selon Franck Guillaumet, responsable de la CGT-Culture, « *l'idée est de reprendre sa respiration pendant les fêtes. Rendez-vous est donné aux agents du Centre Pompidou en début d'année. Les*

revendications sont toujours d'actualité. » Un préavis de grève était envisagé pour le 6 janvier, mais comme on pouvait s'y attendre (c'est le cas en général lorsque l'on fait des « pauses » dans les grèves) la sauce n'a pas repris. L'intersyndicale de la culture appelle seulement à participer à la journée de grèves et de manifestations du 21 janvier. Mais il est évident que, pour gagner un jour, il faudra que les agents puissent à nouveau



organiser de nombreuses AG, notamment pour œuvrer à la convergence des luttes avec tous les autres secteurs victimes de la RGPP. Et cela passera aussi forcément par un combat des syndicalistes de base contre leur direction conciliatrice.

Mais, au-delà des agents de musées, d'autres secteurs du ministère sont actuellement touchés par la politique capitaliste et doivent s'unir pour la combattre.

La formation artistique en danger

La DMDTS du ministère de la culture (Direction de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles vivants) envisage de supprimer (par l'arrêt des subventions allouées) les CEFEDEM (Centre de Formation des Enseignants de la Danse et de la Musique) et les CFMI (Centre de Formation des Musiciens Intervenants) qui sont deux

institutions publiques permettant aux étudiants de sortir respectivement avec un diplôme d'État pour enseigner dans les conservatoires et un diplôme universitaire pour intervenir dans les écoles primaires. La réforme prévue est en fait copiée sur le modèle de celle qui démantèle les universités (LMD - licence master doctorat). L'État restructure de manière autoritaire et radicale les modes d'accès aux métiers artistiques en musique, danse et théâtre. De grands pôles supérieurs de musique vont être installés sur tout le territoire dans les grandes villes de France (à peu près un pour deux régions) et ils accueilleront les seuls diplômes valables et reconnus par le ministère de la culture... Ces

« méga-conservatoires » se consacreront en priorité aux seuls diplômes d'*« interprète »*. Or, en musique par exemple, l'essentiel des bassins d'emploi des musiciens professionnels se situe à presque 80 % dans la formation d'amateurs, financée majoritairement par les collectivités territoriales ! Ces diplômes d'*« interprète »* ne seront donc en aucun cas un gage d'emploi pour les étudiants. En parallèle, tous les autres conservatoires verront leurs subventions de l'État diminuer considérablement, voire disparaître. Un jeune de 15 ans qui décidera donc de faire des études sérieuses de danse, de musique ou de théâtre et n'habitant pas dans la région du « pôle supérieur » devra donc partir de son domicile familial, changer de lycée, passer un concours de sélection à l'entrée du pôle et évidemment payer des droits d'inscriptions toujours plus

chers...

Remplacer les CEFEDEM et CFMI par la masterisation, c'est (au-delà des belles économies réalisées par la suppression des enseignants et formateurs) supprimer une réelle formation professionnelle pour les futurs enseignants, et cela veut dire aussi cinq ans d'études sans rémunération possible pour les jeunes défavorisés. De plus, comme l'indique la lettre ouverte envoyée au ministère de la Culture par un collectif créé sur Internet²¹, tout cela se fera « *dans une parfaite ignorance des influences croisées qui sont maintenant souvent le propre des musiciens, démarche née pour la plupart d'entre eux du fait de leur mitoyenneté avec les demandes très diverses engendrées par la pluralité culturelle de notre société. La structuration strictement modulaire retenue rendra très difficile, sans doute impossible, toute initiative transdisciplinaire.* » En clair, on demandera à l'étudiant de rentrer dans un moule prédéterminé, sans qu'il ait l'occasion dans sa formation d'explorer d'autres horizons artistiques. Mais le gouvernement n'a bien sûr aucune connaissance du milieu artistique français, il se contente de restructurer, supprimer, réformer, créer à tout-va sans aucune conscience de la réalité des choses. Sa seule réalité, c'est l'argent, la plus-value, le capital...

Mais comment alors l'art indépendant de l'idéologie dominante peut-il survivre dans ce système bourgeois où les intérêts du gouvernement sont à l'opposé total des intérêts des artistes et du public ? Même si ces formations artistiques concentrent un nombre quasi

insignifiant d'étudiants et de personnel, comparées aux formations de l'Éducation nationale (pas plus de 1 500 sur toute la France), elles sont exactement dans la même situation que les IUFM, par exemple, qui sont eux aussi amenés à disparaître au profit de la masterisation universitaire.

Les étudiants musiciens et danseurs, qui n'ont quasiment aucune expérience des luttes, pourront donc s'allier avec les étudiants des IUFM, mais aussi plus généralement avec tous les étudiants et professeurs des structures publiques. Car, que ce soit dans la culture ou dans l'Éducation nationale, c'est bien tout ce qui ne concerne pas les marchés financiers que le capitalisme veut détruire ou transformer. Il devient donc urgent de s'unir pour éviter que notre société ne sombre dans la barbarie la plus profonde.

Le cas des intermittents

Les intermittents sont en France le cœur de l'art vivant. Aujourd'hui les attaques du capitalisme contre eux sont d'une rare violence : diminution de l'assurance-chômage au fil des ans, augmentation du nombre d'heures à faire pour obtenir les Assedic, réduction du nombre de mois impartis pour faire ces heures, etc. Si tout continue dans le même sens, dans quelques années le spectacle vivant en France n'existera plus qu'à l'état de « shows » à l'américaine financés par les majors et les médias...

Le patronat et notamment le MEDEF disent qu'« il y a de la fraude chez les intermittents », mais en fait la fraude principale vient des entreprises qui siphonnent impunément l'assurance-chômage des artistes

en les payant juste le minimum pour que les Assedic fassent l'appoint. On nous dit également que « les caisses sont vides », mais l'assurance-chômage des intermittents coûte environ 700 millions d'euros, soit environ mille fois moins que les plans de relance proposés par Sarkozy pour sauver les banques et les capitalistes.

La dernière charge du patronat envers les intermittents et plus généralement envers les précaires date du mois de janvier 2009, avec la réforme de l'assurance-chômage (signée notamment par la CFDT). Il est stipulé que les techniciens du spectacle passeront au régime général (ils ne pourront plus être intermittents, mais devront trouver un emploi pour travailler à plein temps dans un théâtre ou un lieu culturel). Cette réforme est catastrophique pour le monde du spectacle. Un technicien (lumière, son, « roadies ») a comme rôle de suivre les troupes ou les groupes de musique dans les tournées. Pour cette raison, il fait partie intégrante de la troupe ou du groupe et est donc considéré comme intermittent du spectacle au même titre que les artistes. Si l'on supprime le technicien des artistes, qui va s'occuper du travail monstrueux de l'avant et l'après scène, qui va faire les lumières, la sonorisation, qui va installer le matériel, faire les réglages, etc. ? Supprimer le technicien d'un projet artistique revient à supprimer un organe vital d'un corps humain... Et, au-delà de cela, comment le technicien va-t-il pouvoir trouver un CDI dans un lieu culturel alors que justement le ministère ferme ou abandonne à leur sort de plus en plus de salles de spectacle, de théâtre, de concert... ?

Même si l'on peut aujourd'hui

21 Cf. www.sauvonslenseignementartistique.fr

se demander si le système de l'intermittence est le meilleur qui puisse exister pour les artistes et techniciens indépendants (car l'intermittence n'est pas un statut, mais une alternance entre travail et chômage), il est de notre devoir de soutenir leurs revendications pour s'opposer à la destruction de la culture vivante au profit d'une culture industrielle, vide artistiquement car pourrie par l'argent.

Encore une fois, bien qu'il existe une réelle force chez eux, les intermittents seuls ne pourront vaincre. Tout en continuant à dénoncer les directions syndicales qui aident le gouvernement à leur passer la corde au cou, il faut les aider inlassablement à prendre conscience que la seule solution est d'abattre le système capitaliste en s'alliant avec tous les travailleurs et précaires, et reconstruire une société où ils pourront enfin s'épanouir.

Qu'il s'agisse des intermittents, des étudiants en art ou des personnels des musées nationaux, c'est la même logique d'accumulation du capital et de mépris de ce qui n'a pas de valeur marchande qui détruit inexorablement l'art et la culture. Néanmoins, la classe dominante a aussi besoin d'art et de culture, ne serait-ce que pour exprimer son idéologie. Si l'on considère par exemple que le fait d'imposer un concert de Johnny Hallyday le 14 juillet, payé 500 000 euros par l'argent public, fait partie d'un geste du gouvernement pour sauver la culture française, alors oui, la classe dominante fait preuve de bonne volonté pour la

sauver. Mais le paradoxe est que, pour organiser un tel concert, il a fallu des centaines d'intermittents (musiciens, techniciens,



« roadies », etc.), souvent précaires et sous-payés... Si donc le capitalisme continue par exemple à détruire les intermittents et les artistes tout en faisant l'apologie des « stars » de la chanson française, le prochain concert de Johnny Hallyday pourrait bien ressembler à un solo de guitare acoustique désaccordée sur une caisse en bois au milieu d'un trottoir des Champs-Élysées... On aura toutes les raisons de penser que c'est mieux ainsi, mais il va de soi que nous ne laisserons pas se faire sacrifier des centaines d'intermittents pour ce genre de plaisir éphémère.

D'un autre côté, le gouvernement continue à valoriser la programmation des hauts lieux culturels français comme l'Opéra de Paris, la comédie française, la salle Pleyel, etc. Mais il exploite toujours plus les salariés qui y travaillent, et ce n'est pas un hasard si les personnels de l'Opéra de Paris se sont souvent mis en grève ces derniers temps.

Mais l'art n'est pas non plus en état léthargique : il existe de belles résistances artistiques

indépendantes au système financier qui sont plus ou moins mises en avant. Grâce notamment à Internet, certains groupes de musique font des choses extraordinaires et arrivent, indépendamment de toute « Major », à créer une musique qui, grâce au téléchargement ou aux « myspace », est écoutée par des millions de gens autour du globe... Des troupes de théâtre engagées, comme la

compagnie Jolie Môme, connaissent un grand succès alors qu'elles ne sont pas du tout médiatisées. Et, dans les milieux les plus défavorisés et les plus touchés par le capitalisme, comme les banlieues par exemple, des arts revendiquant la colère contre le système naissent et/ou se développent (Graffitis, hip-hop, Slam, free-Jazz, etc.).

De plus, de nombreuses associations culturelles existent encore (pour combien de temps ?) et permettent à de nombreux jeunes et moins jeunes de s'épanouir autrement que devant leur télévision ou leur console de jeux.

Enfin, certains domaines artistiques réservés habituellement à la bourgeoisie, comme l'Opéra, la danse, la musique « savante », le théâtre, etc., essaient de s'ouvrir à un autre public en proposant des tarifs « attractifs »...

Mais tout cela reste relativement marginal par rapport, comme on l'a vu, aux attaques que subit la base de la culture en France.

Luttons pour la culture... donc pour le socialisme

La classe dominante se contenterait bien de maintenir une toute petite élite artistique pour ses sorties mondaines ainsi qu'un marché de musique plus « populaire » et surtout plus rentable qui permet de faire fonctionner l'industrie du disques, des médias, des grosses salles de concert, ... [on ne peut pas faire croire que la bourgeoisie veut en finir purement et simplement avec l'art] Mais l'application de la RGPP au musée Beaubourg et dans d'autres établissements culturels, la disparition programmée de la formation des enseignants artistiques et les attaques continues que subissent les intermittents sont autant de signes qui nous font

penser que le gouvernement bourgeois français veut rapidement en finir avec tout un pan de la culture et l'art qui ne rapportent rien à l'État ou aux capitalistes soit en termes d'argent, soit pour d'idéologie dominante.

On pourra toujours nous lancer la sempiternelle : « C'est quand même moins pire qu'ailleurs », on aura raison de penser que la société peut très bien sombrer dans la barbarie la plus profonde jusqu'à ce que ce soit « comme ailleurs » si on laisse les capitalistes détruire inexorablement les artistes indépendants, les professeurs d'enseignement artistique et les personnels de la culture.

Lorsque Léon Trotsky écrit à juste titre que « *le développement de l'art est le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de*

toute époque », on peut en déduire que ce n'est vraiment pas le souci premier du capitalisme aujourd'hui que de faire vivre les gens dans une époque pleine de vie et d'épanouissement...

Avec les conséquences de la crise qui s'accumulent pour les travailleurs, 2010 sera sûrement une année extrêmement riche en luttes. Mais l'émancipation des travailleurs comme des artistes ne sera le fruit que d'un renversement du capitalisme mondial : il est donc urgent et vital que les artistes, comme la classe des travailleurs, s'organisent pour préparer ces prochaines luttes. L'art et la culture ne deviendront libres que dans une société où tous les hommes et toutes les femmes seront libres, où les rapports d'argent seront remplacés par de véritables rapports humains – autrement dit, sous le socialisme.

Article du 24 mai 2012, publié dans *Au CLAIR de la lutte* n° 12

Ministère de la Culture: ne rien lâcher !

Aurélie Filippetti est la nouvelle ministre de la culture du gouvernement Hollande. Cette femme, fille d'ouvrier communiste, romancière et militante du PS, a été nommée le 16 mai dernier par Jean-Marc Ayrault à la tête de ce ministère. Les espoirs sont grands envers elle tant les chantiers sont nombreux et l'état de la culture en réelle dégénérescence.

Ses premières promesses ont d'ailleurs été accueillies avec satisfaction dans les milieux culturels qui sont généralement et historiquement situés plutôt à gauche. Citons par exemple sa volonté de débloquer « rapidement » certains crédits du ministère qui avaient été gelés sous le précédent gouvernement :

« *Le précédent gouvernement avait fait des gels budgétaires en début d'année qui ont considérablement pénalisé non seulement les compagnies dramatiques mais aussi les centres chorégraphiques, les festivals, les orchestres* » (Au. Filippetti, France Inter, Lundi 21 mai).

Elle s'est également dite favorable à un retour de la TVA à 5,5% sur le livre, ce qu'espéraient tous les libraires indépendants des grandes maison d'édition.

Elle a évoqué la possibilité d'une « *éducation artistique de la maternelle à l'université* » dont elle devra dessiner les contours avec Vincent Peillon, le ministre de l'Éducation, et s'est dite prête

à soutenir le spectacle vivant, déplorant que les structures chorégraphiques, dramatiques, musicales du spectacle vivant et de la création « *aient été asphyxiées par une politique de gel budgétaire* » (déclaration à l'AFP, 19 mai 2012)

Bref, toutes ces mesures, ou plutôt promesses, semblent bien sûr progressistes dans le contexte actuel. Mais si l'on se penche plus particulièrement sur trois chantiers décisifs (l'audiovisuel, Hadopi et les intermittents du spectacle), on ne peut que constater que Filippetti n'a nulle intention de s'en prendre à la dure réalité du système capitaliste et de l'austérité.

Concernant l'audiovisuel,

Filippetti veut que, d'ici début 2013, la nomination des présidents des chaînes publiques par le chef de l'État soit remplacée par un « nouveau CSA » dont les membres seraient désignés par les commissions culturelles de l'Assemblée nationale et du Sénat. Sur *France Inter*, elle a en effet déclaré que « cela permettra une plus grande indépendance du CSA vis-à-vis du pouvoir exécutif, pour l'intitulé on verra, ce sera un nouveau CSA ». La suppression de la désignation des patrons de l'audiovisuel public par le président de la République est à saluer, tant le processus instauré par Nicolas Sarkozy était anti-démocratique.

Mais si le PS obtient la majorité parlementaire, ce sera donc lui et lui seul (les commissions sont tenues et contrôlées par la majorité en place) qui désignera les membres d'une instance appelée ensuite à nommer les futurs PDG de *France Télévision* et de *Radio France*. Et alors, ou est le progrès ? Quelles seront les garanties d'indépendance vis-à-vis du pouvoir ? Et pourquoi confier à des parlementaires, qui auront naturellement une lecture politique du rôle qui leur est confié, le soin de composer une

instance dont les membres devront leurs mandats à une poignée de députés et de sénateurs majoritairement de gauche ? Finalement la question principale n'est pas réglée : celle de l'indépendance des médias audiovisuels vis-à-vis du monde politique.

Pour notre part, nous considérons qu'il faut une réelle indépendance de l'audiovisuel, des médias et de la presse pour les libérer du diktat des industries culturelles des médias, des « chiens de garde » du capitalisme. Il faut créer un véritable service public des médias et de l'audiovisuel en expropriant les grands groupes capitalistes et en le plaçant sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.

Sur la loi HADOPI, qui vise à réprimer le partage sur Internet des fichiers soumis au droit d'auteur ou plutôt aux grosses maisons de production musicale et cinématographique, Aurélie Filippetti avait déclaré, dans une interview fin 2011 : « Moi, je veux supprimer Hadopi, oui. Ne nous trompons pas : le numérique est une aubaine, il va nous permettre de multiplier les formes artistiques et leur consommation. Il faut sortir d'une vision

malthusienne et mettre fin au modèle répressif. Pour le remplacer, nous mettrons à contribution les bénéficiaires de la chaîne numérique afin de collecter une somme qui servira à rémunérer les auteurs. » (*Le Monde*, 22 décembre 2011).

Bref, une mesure effectivement « normale » pour un gouvernement de « gauche ». Sauf que, depuis son élection, la ministre de la culture a quelque peu retourné sa veste, sans doute face aux grognements des grands patrons de l'industrie culturelle qui contrôlent le net. Ainsi, elle a déclaré lors du Festival de Cannes qu'elle mettrait finalement en place « une nouvelle méthode de concertation, sans brutalité, sans précipitation, sans opération de communication qui ne débouche pas sur des réalités concrètes ». A cette occasion, sera effectué un « bilan » de la Hadopi, avec « ses forces et ses faiblesses ». Samedi, la veille de son arrivée au festival, Aurélie Filippetti avait déjà donné un gage aux pro-Hadopi : elle avait annoncé à son directeur de cabinet durant la campagne, Juan Branco, qu'il ne ferait pas partie de son équipe rue de Valois. Or Juan Branco était un militant anti-Hadopi de la première heure, ayant notamment été, en 2009, à l'origine d'une tribune anti-Hadopi cosignée par Chantal Akerman, Victoria Abril, Catherine Deneuve, Louis Garrel, Chiara Mastroianni et son père, le producteur Paulo Branco²².

Par ailleurs François Hollande avait écrit une lettre à Nicolas Seydoux, président de l'ALPA (Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle), pour lui dire qu'il jouerait un rôle moteur sur ce dossier. Or cet homme dont



22 Cf. <http://www.liberation.fr/culture/0101560675-lettre-ouverte-aux-spectateurs-citoyens>

l'avis est écouté dans le monde du cinéma souhaite le maintien d'un volet répressif, seule arme dissuasive à ses yeux.

Cet exemple montre une nouvelle fois que, lorsque l'on est ministre dans un pouvoir qui défend les intérêts des capitalistes, les belles promesses font trois petits tours et puis s'en vont...

Il faut abroger immédiatement Hadopi qui renforce les capitalistes et asphyxie les labels de musique et de cinéma indépendants, il faut créer une plate-forme publique de téléchargement et on peut inventer un autre système plus juste de rémunération des artistes qui ne soit pas dépendant des grands groupes de l'industrie culturelle.

Enfin, sur les intermittents du spectacle qui sont de plus en plus précarisés et dont le système même risque à courte échéance de disparaître car il n'est absolument pas rentable pour le capitalisme, il est important de regarder de plus près ce qu'a dit Aurélie Filippetti, ou plutôt ce qu'elle n'a pas dit. Elle a souligné qu'il faudrait rouvrir ce dossier avant fin 2013, date de l'expiration des conventions Unedic (dossier en hibernation sous Sarkozy par peur de la réaction des travailleurs intermittents, souvent très combatifs et notamment nombreux dans les médias, donc dangereux pour le pouvoir). Toujours à Cannes, elle a déclaré : « *Nous serons vigilants à préserver ce système qui contribue à soutenir la création française* » Avant de préciser qu'*« il faudra être lucide, courageux, mais aussi savoir où on veut aller, vers le soutien à la création, au spectacle vivant* ». Bref, pas très claire sur les intentions du nouveau

gouvernement sur ce dossier !

Avec les travailleurs et travailleuses du spectacle, nous exigeons le retour au régime d'assurance chômage d'avant 2003, date à laquelle le patronat et la CFDT avaient signé un accord pourri concernant les annexes 8 et 10, qui diminue drastiquement le droit des intermittents. Des luttes ont été lancées, des collectifs créés, des festivals annulés, grâce à la grève des travailleurs du spectacle, mais malheureusement la réforme est passée, et des milliers d'intermittents ont perdu leur statut et ont été plongés dans une grande précarité. Ne rien faire aujourd'hui pour revenir sur cette réforme, c'est capituler devant le MEDEF, devant le grand patronat, et nous ne sommes pas étonnés que ce nouveau ministère de la Culture soit déjà en train de capituler... ou plutôt d'approuver indirectement les attaques contre les travailleurs du spectacle.

L'intermittence est un statut déjà précaire ; c'est pourquoi, en plus de revenir sur la réforme de 2003, il faudrait mettre en place un système plus mutualiste et un élargissement du champ d'application des annexes 8 et 10 à toutes les activités artistiques non prises en compte à ce jour (plasticiens, photographes, sculpteurs, peintres, etc.).

Pour conclure, il nous faut également parler de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui est, *in fine*, la cause des coupes drastiques dans les secteurs culturels divers. Dire qu'on va débloquer de l'argent pour la culture sans remettre en cause la RGPP, comme le dit Madame Filippetti, c'est mentir de façon honteuse aux travailleurs. La RGPP, qu'approuve le Parti socialiste, est synonyme de précarisation des

agents non titulaires, de coupes budgétaires pour les collectivités, de partenariats de plus en plus étendus avec le privé et les multinationales, alors que dans le secteur culturel déjà un quart des salariés sont précaires (26%). Bref, la RGPP est une véritable arme d'austérité anti-sociale que les travailleurs du secteur culturel doivent détruire par la grève et l'auto-organisation et non pas en faisant confiance à des ministres prétendument socialistes. Dans nos revendications immédiates pour les salariés du secteur culturel, nous devons donc intégrer la restitution des emplois supprimés, la mise en place d'un plan de recrutement massif de titulaires en fonction des besoins réels, des formations à la hauteur des missions d'un service public culturel digne de ce nom et d'un nouveau plan de titularisation de tous et toutes les précaires et non-titulaires qui le souhaitent, sans condition de concours ni de nationalité. Nous devons aussi exiger des moyens supplémentaires alloués à l'éducation artistique, assortis de la possibilité pour les artistes et techniciens de comptabiliser ces interventions artistiques et pédagogiques dans leurs ouvertures de droits et indemnisations.

On le voit, malgré toutes les belles promesses de la nouvelle ministre de la culture, le capitalisme et l'austérité vont prendre le dessus. Il sera donc nécessaire de se mobiliser, de s'organiser, à la base, dans la culture et ailleurs, pour faire plier ce gouvernement, pour bloquer l'austérité, pour détruire le capitalisme et construire le véritable socialisme, seul système qui permettra l'épanouissement et la réelle démocratisation culturelle.

Intermittents du spectacle : entrons en lutte et convergeons avec les autres travailleurs/ses !

Les intermittents/tes du spectacle (environ 100 000 travailleurs/ses techniciens/nes et artistes) sont à nouveau en ligne de mire, et d'ici fin 2013 on connaîtra leur sort. En effet, les accords Unédic sur l'assurance-chômage mis en place à partir de 2003, qui courraient sur une durée de 10 ans, doivent prendre fin cette année. D'ores et déjà le Medef, appuyé par la « sacro sainte neutralité » de la Cour des comptes préconise de supprimer l'annexe 8 qui concerne les techniciens/nes du spectacle et de remettre en cause l'annexe 10 (artistes) de l'assurance chômage. La raison donnée par la bourgeoisie est simple : le régime d'assurance chômage des intermittents/tes du spectacle est déficitaire, coûte trop cher et plombe l'Unédic, il faut faire des économies, il faut le détruire.

Un peu d'histoire

En 2000, l'Unédic est excédentaire. Il y a des prévisions de croissance sur cinq ans. Conformément aux objectifs du Medef, les gestionnaires de l'Unédic décident de baisser les cotisations (-6,6% au 1er janvier 2001 et à nouveau -3,6% le 1er janvier 2002). Le coût pour l'Unédic de ces deux baisses de cotisations était évalué à 3 milliards d'euros sur deux ans. Mais les prévisions de croissance s'avèrent inexactes et l'on constate au contraire une hausse du chômage en 2002. Bilan : on diminue les recettes et on augmente les dépenses, l'Unédic devient évidemment déficitaire.

Il faut trouver un coupable pour donner aux agences de notation un gage de bonne gestion, il est tout désigné : les intermittents/tes du spectacle et leurs annexes 8 et 10. La réforme de juin 2003 peut alors être justifiée. Et on assiste à une précarisation encore plus grande de ces travailleurs/ses du spectacle (par exemple la réduction de la période de référence, auparavant sur 12 mois, pour pouvoir prétendre à l'indemnisation).

En conséquence de cette réforme, le mouvement des intermittents/tes se met en place. Rappelons que les protocoles de 2003 et de 2006 sur les annexes 8 et 10 ont été signés par des directions de syndicats (comme la CFDT) qui ne représentaient pas plus de 3 % des professionnels du spectacle ; on comprend la haine des intermittents pour cette direction syndicale. Bilan de la mobilisation : annulation de la plupart des festivals de l'été 2003 et prise de conscience brutale de l'importance économique considérable du secteur d'activités. Il y a environ 650 festivals d'été en 2003, principalement situés dans le sud de la France (250 en Rhône-Alpes, à peu près autant en PACA...). De juillet à septembre, la majorité d'entre eux sont annulés. L'impact se chiffre dans chacune des régions concernées à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Le mouvement a un soutien très fort de la population, le 7 juillet 2003, en plein cœur des annulations de festivals, un sondage CSA vient confirmer que

les artistes et techniciens/es du spectacle ont su mobiliser l'opinion publique, une très grande majorité (67%) approuvait leur mouvement de protestation²³.

La lutte permettra l'abandon partiel du salaire journalier de référence dans le calcul de l'indemnité journalière et permettra d'éviter que la réforme de 2003 entraîne un déficit des annexes 8 et 10 plus important encore que celui d'aujourd'hui. La Cour des comptes se garde bien de le mentionner aujourd'hui car cette mesure, mise en application dans le protocole de 2007, est issue du Nouveau Modèle d'indemnisation (voir plus bas) proposé par la CIP-IDF (Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France)²⁴.

Pour tuer son chien, on dit qu'il a la rage

Aujourd'hui on assiste à une répétition de ce qui s'est passé il y a dix ans, le chômage explose, donc la masse de travailleurs/ses diminue et donc les cotisations pour l'assurance-chômage diminuent également. Le déficit de l'Unédic explose, il faut trouver à nouveau un bouc-émissaire...

La propagande et les arguments des défenseurs de la nouvelle réforme sont complètement erronés. C'est ce que nous montrent notamment plusieurs rapports de la CIP-IDF et plusieurs auditions au Sénat et à

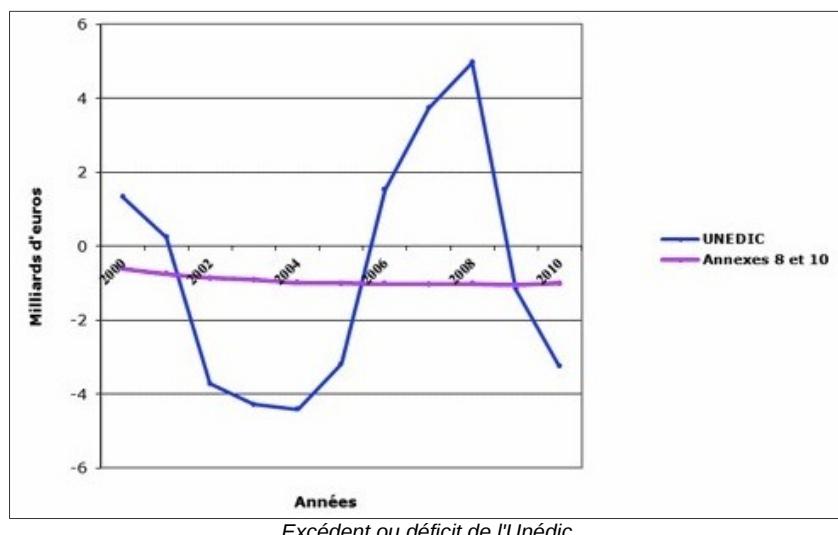
23 Source : *Libération*, *L'Humanité*, 8/07/2003, *Acrimed*, 11/07/2003.

24 <http://www.cip-idf.org>

l'Assemblée nationale par différents groupes de travail sur le sujet.

Les intermittents/tes cotisent aujourd'hui à hauteur de 250 millions d'euros et perçoivent 1,5 milliards d'allocations donc il y a un déficit d'un milliard qui correspond à environ un tiers du déficit global de l'assurance-chômage.

Pourtant, un/e intermittent/te indemnisé/ée ne coûte pas plus cher aujourd'hui qu'en 1983. En effet, la caisse de chômage est un acquis social de 1945, conçue comme une mutualisation globale et les cotisations peuvent largement financer les périodes de chômage des intermittents/tes, dans un principe de solidarité interprofessionnelle. Le graphique ci-dessous montre bien que le déficit de l'Unédic est un problème bien plus grave que le simple prétendu « déficit » des intermittents/tes :



Le déficit de l'Unédic est en fait principalement dû à la montée du chômage, et à l'exonération de cotisations patronales, bref il est raccord avec la crise capitaliste : la précarisation, la destruction des emplois et l'augmentation de la pauvreté.

Un des autres arguments de la bourgeoisie pour démanteler le régime de l'intermittence est qu'il y a beaucoup de fraude, en particulier de « permittents » : ces intermittents/tes qui enchaînent des CDD pour pouvoir toucher les indemnités, alors qu'ils pourraient être en CDI.

Mais d'une part, comme pour le RSA (3% d'« abus » seulement) les intermittents/tes fraudeurs sont une minorité anecdotique, d'autre part, les patrons sont les premiers à profiter de ce système. Un/e permittent/te est très avantageux pour les employeurs : il coûte deux fois moins cher qu'un CDI ; il ne recrute pas à la tâche lorsqu'il peut être mis à la porte du jour au lendemain, de plus les jours de congé et de maladie sont entièrement pris en charge par Pôle Emploi... Et passons sur le fait que de nombreux contrats ne sont pas légaux selon les Prud'hommes. D'où la fraude massive des

d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre pour recours abusif à des contrats à durée déterminée (CDD) de mai 2002 à mars 2003. Il s'agissait de monteurs du journal télévisé, de cadres et de maquilleurs employés sur des postes permanents sous le régime d'intermittents du spectacle...

C'est encore plus clair chez France Télévisions, entreprise d'Etat rappelons-le. Fin 2012 la cour d'appel de Paris a condamné France Télévisions à verser 206 000 euros à un technicien de France 3 qui a enchaîné pendant 10 ans, entre 1999 et 2009, pas moins de 3 320 CDD !

Alors qui sont les fraudeurs ?

Que faire ?

La CIP-IDF a élaboré depuis des années avec des chercheurs/ses au CNRS, des économistes et des universitaires, un nouveau modèle d'indemnisation, sous forme de contre-attaque. Malgré les limites de celui-ci, nous pouvons nous rendre solidaire et appuyer ce modèle pour contrer les attaques du patronat, de certaines directions syndicales et du gouvernement qui vont déferler sur les 100 000 intermittent/tes du spectacle dès l'automne prochain. Les grandes lignes des revendications (que soutien notamment SUD Culture) sont :

- **Une annexe unique** permettant l'égalité de traitement entre l'ensemble des travailleurs-euses intermittents (*fusion des annexes 8 et 10 actuelles : artistes, ouvriers, réalisateurs et techniciens*).
- **Le retour d'une date anniversaire fixe** (507 h de travail à effectuer en 12 mois au lieu de 10 mois ou 10 mois et demi actuellement),

- **Un calcul de l'indemnité journalière qui réduit l'écart entre les faibles et les fortes allocations**, en fait un plafonnement plus important du salaire global (indemnités + salaires CDD)

- **Arrêt de la discrimination dans le domaine de la santé** en adoptant des règles de prise en compte des congés maladie et maternité en cohérence avec les pratiques d'emploi des travailleurs/euses intermittents. Les congés maladie ou maternité et les arrêts consécutifs à un accident du travail doivent être assimilés à des heures de travail pour le calcul des droits, quel que soit le statut contractuel du salarié au jour de sa prise de congé.

- **Mise en place d'assemblées générales souveraines et représentatives des travailleurs/ses en lutte** (Pour éviter que la signature d'un syndicat minoritaire chez les intermittents comme la CFDT puisse être suffisante pour faire passer les attaques du patronat)

Tout en soutenant ces revendications, nous devons aider à la prise de conscience de la nécessaire destruction du capitalisme pour l'émancipation des artistes et des travailleurs/ses de la culture en général. Et devons être capable d'articuler ces revendications avec l'objectif d'un gouvernement des travailleurs/ses où des représentants de ces luttes prendraient place.

Il est important tout d'abord de réaffirmer l'identité de classe des artistes en général. ils sont aussi exploités, indirectement, par leur inévitable travail à l'unisson avec les ouvrier-e-s et technicien-ne-s du spectacle, par leur grande précarité et par leur statut même (salarié-e-s embauché-e-s par des

compagnies ou par l'État). Et même si une minorité d'artistes profitent du « star system » pour gagner des millions (et c'est eux que les médias mettent en avant pour vanter le système du showbiz), la très grande majorité des artistes sont en vérité très précaires et subissent les lois du capital.

Nous devons être également porteur de la convergence des luttes avec tous les travailleurs/ses de la culture qui luttent (dans les bibliothèques, les librairies, l'enseignement) et plus généralement avec ceux et celles qui sont ou qui seront bientôt dans la précarité du fait notamment des attaques de la bourgeoisie sur la flexibilité de l'emploi comme le montre dernièrement l'ANI. En ce sens, le combat des intermittents/tes est aussi le combat contre la précarité donc contre les accords sur la flexibilité du travail.

Pour œuvrer à ces convergences de lutte il est important de participer à des coordinations (ou d'en construire de nouvelles) comme celle de la CIP à Paris (il en existe d'autres notamment à Toulouse ou à Avignon) pour politiser au maximum les débats, proposer des actions, soutenir les militants qui s'y investissent et dénoncer les directions syndicales qui signent les accords pourris avec le patronat.

Enfin, à chaque fois qu'ils en ont la possibilité, la grève doit être un mot d'ordre concret et réaliste chez les intermittents/tes ; en effet, la petite victoire sur le protocole de 2006 tient à la grande grève de 2003, quand la bourgeoisie et le gouvernement se sont rendu compte de l'impact économique de l'annulation de certains festivals comme Avignon

Les attaques qui menacent

aujourd'hui les intermittents/tes du spectacle sont des attaques de la bourgeoisie, du capitalisme contre les travailleurs/ses du spectacle. Elles ont comme seul but de réduire les « déficits », les dépenses, de détruire les acquis sociaux et de stigmatiser les plus précaires d'entre nous. Pour vaincre et pour défendre leur métier, les intermittents/tes n'auront alors pas d'autre choix que de contre attaquer avec tous les travailleurs/ses de la culture et d'aller vers le renversement révolutionnaire de ce système pourri.

Sources principales :

- <http://www.cip-idf.org>
- <http://www.follepensee.com/telcharger/contribution-pour-une-audition-au-senat--intermittents.pdf>

Gil Scott-Heron s'est éteint le 27 mai à l'hôpital St. Luke de New York à 62 ans

Le « Godfather of Rap » ou le « Black Bob Dylan », comme il était surnommé, était séropositif et avait été hospitalisé plusieurs fois pour soigner des pneumonies.

Il est l'un des précurseurs du Rap (avec *The Last Poets*) du temps où il était d'abord un vecteur politique, au début des années 1970.



Ni Rap (le mot n'existe pas encore), ni Spoken Word, non, on disait Black Poetry... et jazz.

Il était une des figures du

« Black Power » et adulé par les *Black Panthers*.

Ses textes se nourrissent, entre autres, de la réalité de la rue, de « sa » rue, des problèmes politiques et sociaux dont lui-même souffre au quotidien. Il s'impose comme défenseur de la cause noire américaine dès la fin des années 1960 en décrivant la misère, la violence et la drogue qui ravagent les ghettos, en critiquant la politique américaine (et notamment le gouvernement de Nixon), et étendra son propos à la dénonciation de l'Apartheid.

Cet artiste évitait tous les pièges de la célébrité et du succès. Il aurait pu avoir toutes ces choses. Mais il était plus grand que cela. Il semblait tout à fait indifférent à l'argent.

Son chef-d'œuvre reste celui-ci,

dans lequel il nous donne sa vision de la révolution en nous invitant à ne pas croire qu'elle se fera devant un écran de télé (à l'époque, c'était le plus grand média) mais dans la rue et de rajouter que c'est par elle seule que nous prendrons le pouvoir : « The revolution will not be televised / The revolution will put you in the driver's seat / The revolution will be no re-run brothers / The revolution will be live » (La révolution ne sera pas télévisée / La révolution vous mettra à la place du conducteur / La révolution ne sera pas en différé, mes frères / La révolution sera en direct).

Il restera à jamais une référence dans le Hip Hop, dans la musique en général et une des incarnations des luttes afro-américaines de la fin des années 60. Nous lui rendons hommage.

Tous les articles, discutés collectivement, ont été rédigés par Laszlo Merville, excepté l'article nécrologique de Gills Scott-Heron dû à Damien Lanchron

Cette brochure est un supplément à *Au CLAIR de la lutte* n° 18
(octobre-novembre 2012).
N° ISSN : 2101-6135

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc,
Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont
et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

Site actualisé chaque jour : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone : 06 64 91 49 63

Au sommaire de cette brochure :

L'art et la révolution selon Léon Trotsky (p. 2)

Aurillac 2011 : L'art est une arme de construction massive (p. 8)

Sur le film-documentaire *Les nouveaux chiens de garde* (p. 12)

Loi HADOPI : une pierre, deux coups ! Ou comment protéger les capitalistes tout en surveillant la population (p. 14)

Jolie Môme : travailleurs du théâtre (p. 18)

Après la grève reconductible des salariés de Beaubourg et de la culture, réflexions sur la situation actuelle de la culture et de l'art en France (p. 24)

Ministère de la Culture: ne rien lâcher ! (p. 29)

Intermittents du spectacle : entrons en lutte et convergeons avec les autres travailleurs/ses ! (p. 32)

Gil Scott-Heron s'est éteint le 27 mai à l'hôpital St. Luke de New York à 62 ans (p. 35)

